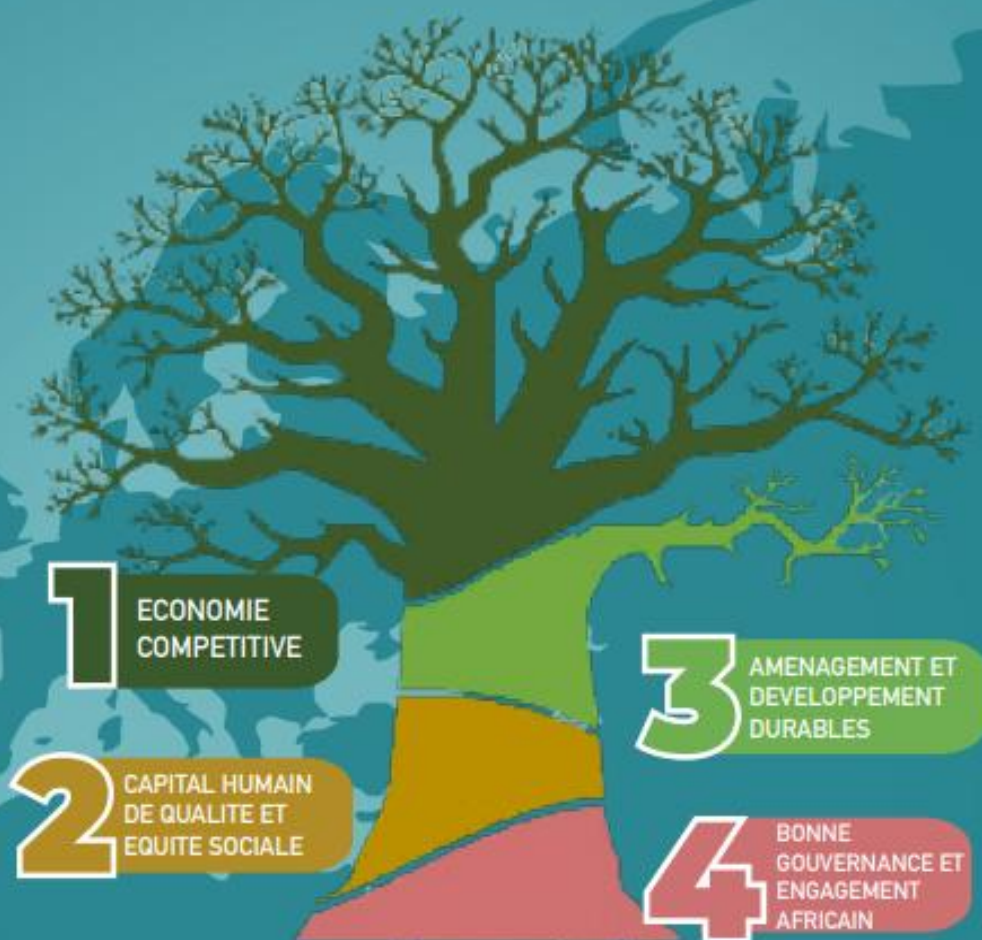




REPUBLIQUE DU SENEGAL

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025



Ministère des Finances et du Budget

Sénégal
2025

Table des matières

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	3
I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER	3
II. CONTEXTE SPECIFIQUE LIÉ A LA PUBLICATION DU RAPPORT D'AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES PAR LA COUR DES COMPTES	5
III. ORIENTATIONS GENERALES DE LA LFR 2025	5
IV. HYPOTHÈSES RÉVISÉES DE LA LOI DE FINANCES	13
V. CHIFFRES CLES DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE	16
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	19
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT	20
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	20
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	24
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ...	26
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS ...	26
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES	29
PROJET DE LOI	32
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT	33
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT	33
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES	35
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES ...	38
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS ...	38
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES	39
ANNEXE I MODIFIEE : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE	42
ANNEXE I BIS MODIFIEE : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	43
ANNEXE II MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES	44
ANNEXE III MODIFIEE: TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL	45
ANNEXE IV MODIFIEE : DEFICIT STANDARD	79
ANNEXE VI MODIFIEE : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE	80
ANNEXE VII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST	81
ANNEXE IX MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST	86

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

L'article 47 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 abrogeant et remplaçant la loi organique n°2011-15 du 08 juillet 2011 relative aux lois de finances (LOLF), modifiée par la loi organique n°2016-34 du 23 décembre 2016, dispose : « En cours d'exercice, un projet de loi de finances rectificative doit être déposé par le Gouvernement :

- si les grandes lignes de l'équilibre budgétaire ou financier défini par la loi de finances de l'année se trouvent bouleversées, notamment par l'intervention de décrets d'avances ou d'arrêtés d'annulation de crédits ;
- si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi de finances de l'année ;
- s'il y a intervention de mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget ».

Le présent projet de loi de finances rectificative 2025, pris sur le fondement de la disposition précitée de la LOLF, intervient dans un contexte économique et financier marqué par une volatilité des cours des produits pétroliers et alimentaires au plan international, des politiques restrictives de crédit, des tensions commerciales et géopolitiques accrues, et la persistance de crises multiformes au niveau sous régional, institutionnel et sécuritaire, au moment où se pose un besoin de relance de l'activité économique au niveau national à travers un meilleur arrimage à l'Agenda national de Transformation « Sénégal 2050 ».

I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

La LFR 2025 est la traduction budgétaire et financière de la nouvelle vision du Gouvernement, exprimée à travers l'Agenda national de Transformation « SENEGAL 2050 ». Elle prend en compte les évolutions de l'environnement économique aux plans national et international intervenues depuis l'adoption de la Loi de Finances initiale (LFI) 2025.

Ces évolutions ont entraîné des changements majeurs marqués par les facteurs décrits ci-après :

A. Un ralentissement de l'économie mondiale sous influence d'une conjoncture internationale défavorable

Au plan international, l'économie mondiale connaît un ralentissement notable, avec une croissance révisée à la baisse à 2,3% pour 2025 et 2,4% pour 2026, selon les perspectives économiques mondiales (Banque mondiale, juin 2025).

Les perspectives de croissance sont affectées par :

- la montée des tensions commerciales, notamment à la suite de la hausse des droits de douane décidée par la nouvelle administration américaine et les mesures de riposte engagées par ses partenaires commerciaux et les incertitudes sur les échanges qui en découlent ;
- les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ;
- les conditions de financement qui demeurent contraignantes, en dépit de l'assouplissement des politiques monétaires amorcé par les grandes banques centrales depuis plusieurs mois ;
- l'augmentation du risque de récession mondiale, dont la probabilité est passée de 17% en octobre 2024 à 30% en avril 2025.

Les perspectives économiques pourraient s'assombrir du fait du déclenchement de la guerre entre l'Israël et l'Iran avec des répercussions directes sur les économies en développement. Pour le Sénégal, cela se manifesterait à travers la baisse de la demande extérieure, la volatilité des prix des matières premières et le coût du financement qui demeure élevé, non sans compter les risques sur les décisions d'investissement privé.

B. Cadrage macroéconomique révisé

Au plan interne, l'environnement est marqué par (i) la publication du rapport de la Cour des Comptes qui a donné lieu notamment à l'actualisation du service de la dette en 2025 et la budgétisation à leur niveau réel des dépenses d'investissement, et (ii) la révision des taux directeurs de la BCEAO qui passent de 3,5% à 3,25% et de 5,5% à 5,25%, respectivement pour le taux principal et le taux de prêt marginal.

Dans ce contexte, la révision du cadrage macroéconomique s'impose comme une nécessité avec l'évolution des hypothèses retenues lors de l'élaboration de la loi de finances initiale.

Ainsi, **la croissance économique**, initialement projetée à 8,8%, est révisée à la baisse à 8,0%, soit un ajustement de 0,8 point de pourcentage. Cette révision préserve néanmoins la concrétisation de l'objectif d'une croissance soutenue, la plus forte attendue en Afrique en 2025, portée principalement par le secteur des hydrocarbures dont la contribution projetée reste significative.

La **croissance hors hydrocarbures**, estimée à 3,8% en 2025, devrait être soutenue, sur le court et moyen terme, portée par une politique de relance économique à court terme ciblée des secteurs productifs et stratégiques à fort potentiel.

Le **PIB nominal** pour l'année 2025 est donc révisé à **21 690,5 milliards FCFA** contre un montant de 22 597,7 milliards FCFA initialement prévu, soit une contraction de **907,2 milliards FCFA (-4,0%)**.

II. CONTEXTE SPECIFIQUE LIÉ A LA PUBLICATION DU RAPPORT D'AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES PAR LA COUR DES COMPTES

La publication, en février 2025, du rapport d'audit des finances publiques par la Cour des Comptes constitue un facteur déterminant dans le débat sur la gouvernance budgétaire et la transparence de l'action publique au Sénégal. Les conclusions de cet exercice de revue et d'audit ont révélé des dysfonctionnements qui nécessitent des réponses urgentes pour continuer à garantir les conditions d'une gestion transparente et efficace des finances publiques ainsi que la viabilité du cadre macroéconomique.

Cette évolution du cadrage macro-budgétaire et macroéconomique appelle la mise en œuvre résolue de mesures correctrices, tant organisationnelles que fiscales budgétaires, en vue d'une consolidation budgétaire accélérée progressive et crédible et d'un assainissement des finances publiques. Celle-ci reposera sur une discipline accrue dans l'exécution des dépenses, un renforcement du recouvrement des recettes intérieures, en particulier les recettes fiscales, une gestion proactive de l'endettement public ainsi qu'une amélioration significative de l'efficacité et de l'efficience de l'investissement public.

III. ORIENTATIONS GENERALES DE LA LFR 2025

Les principales orientations ayant guidé l'élaboration de ce projet de LFR 2025, au-delà de la prise en compte des recommandations de la Cour des Comptes, portent essentiellement sur la nécessité d'un meilleur arrimage du budget à l'Agenda national de Transformation « Vision Sénégal 2050 », une déclinaison budgétaire appropriée des programmes stratégiques issus de la Stratégie nationale de Développement (2025-2029) tenant compte des exigences de financement.

Le choix rigoureux des dépenses est à cet égard primordial. Ainsi, concernant les dépenses d'investissement, l'approche a privilégié de ne retenir que les projets ne nécessitant pas de structuration lourde ou complexe, et portant sur des domaines prioritaires, notamment du développement humain et de l'équité sociale, de la gouvernance, de la sécurité, ainsi que ceux relevant des secteurs primaires, de l'énergie, de l'hydraulique, du numérique et de l'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026.

Pour les projets nécessitant une structuration lourde ou complexe, en perspective de leur démarrage en 2026, les dépenses relatives aux études de faisabilité et évaluations *ex ante* sont prévues dans la LFR 2025 en attendant la signature du décret portant création du Fonds de préparation des projets. Cette approche permet une meilleure structuration de ces projets en vue d'améliorer leur attractivité pour les partenaires financiers.

Les grandes lignes qui structurent ces options se déclinent de manière plus détaillée ainsi qu'il suit :

A. Prise en compte des recommandations de la Cour des Comptes

Le Gouvernement s'est engagé à la mise en œuvre de mettre en œuvre l'intégralité des recommandations formulées par la Cour des Comptes dans le rapport d'audit sur les finances publiques sur la période allant de 2019 à fin mars 2024. Les actions prévues s'articulent autour de quatre axes prioritaires :

Premièrement, l'amélioration des dispositifs et mécanismes de reddition des comptes, grâce au renforcement du système de comptabilité publique, permettra une meilleure traçabilité et une exhaustivité dans la prise en charge des opérations financières de l'Etat dans les comptes publics. Cette réforme implique la modernisation des systèmes d'information financière et la formation des agents aux nouvelles procédures.

Deuxièmement, le renforcement des mécanismes de contrôle interne et externe des finances publiques, par les services compétents de l'administration centrale, des institutions de contrôle et du Parlement.

Troisièmement, le respect strict de l'obligation de recourir à l'autorisation parlementaire pour tout recours à un emprunt et la publication régulière des données sur la dette et sur l'exécution des dépenses du budget.

Quatrièmement, la prise en charge, dès cette LFR, des intérêts sur la dette bancaire, contractée hors circuit budgétaire, pour un montant de **125 milliards FCFA**.

Globalement, la prise en compte des conclusions du rapport d'audit de la Cour des comptes impacte le présent projet de LFR comme suit :

- i) une budgétisation ajustée des investissements financés sur ressources extérieures qui passent de 3,26% du PIB dans la LFI 2024 à 6,22% du PIB dans le présent projet de LFR. Cette hausse des investissements financés sur ressources extérieures a été compensée par une contraction des dépenses d'investissements financées sur ressources internes qui passent de 5,3% du PIB dans la LFI 2024 à 2,7% du PIB dans la LFR 2025 ;
- ii) des charges financières sur la dette publique qui ont presque doublé passant de 578,3 milliards FCFA (2,7% du PIB) dans la LFI 2024 à 1 057,1 milliards FCFA dans la LFR 2025 (4,9% du PIB) ;
- iii) un déficit budgétaire qui passe de 1 600,4 milliards FCFA dans la LFI 2024 à 1 695,9 milliards FCFA dans la LFR 2025 ;
- iv) un besoin de financement qui a plus que doublé et passe de 2 138,4 milliards FCFA dans la LFI 2024 à 5 715,54 milliards FCFA dans la LFR 2025, soit une progression de 3 577,2 milliards FCFA en valeur absolue et 167% en valeur relative.

B. Booster la machine économique à travers un Programme de relance des secteurs porteurs de croissance

Dans un contexte international marqué par des incertitudes avec une probabilité plus élevée des risques de récession, l'atteinte de l'objectif de consolidation budgétaire et la réalisation des ambitions de l'Agenda national de Transformation « Vision Sénégal 2050 » nécessitent une redynamisation des secteurs porteurs de croissance afin de jeter les bases d'un développement durable et inclusif à fort impact.

C'est dans cette perspective que s'articule le **Programme de Relance à Court Terme des Secteurs porteurs de Croissance**, structuré autour de quatre axes stratégiques majeurs :

Axe 1 : Apurement des arriérés de paiements pour soutenir les secteurs économiques vitaux

Les arriérés de paiement accumulés par l'État depuis plusieurs années constituent aujourd'hui un des principaux goulots d'étranglement de l'économie sénégalaise. Ces créances, principalement détenues par les entreprises des secteurs du Bâtiment et des Travaux publics (BTP) et de l'énergie ainsi que les fournisseurs de l'administration, contraignent l'accès du secteur privé aux ressources nécessaires au financement de leurs investissements génèrent un effet d'éviction du crédit privé particulièrement préjudiciable.

Les entreprises créancières, contraintes de recourir massivement aux financements bancaires pour maintenir leur trésorerie, voient leur capacité d'investissement et de croissance fortement réduite, créant ainsi un cercle vicieux qui entrave la relance.

Afin de rompre cette spirale négative, un montant de **500,9 milliards FCFA** est mobilisé pour l'apurement des arriérés déjà recensés et documentés. Cette injection immédiate de liquidités concerne notamment des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures, la dette vis-à-vis du secteur énergétique et des décomptes échus pour des travaux réalisés par diverses entreprises du secteur des BTP.

En attendant la finalisation de l'audit exhaustif sur l'ensemble des arriérés de paiement, cette première tranche permettra de traiter les créances parmi jugées les plus critiques.

L'impact attendu de cette mesure est la création d'un cercle vertueux qui restaurera la confiance des opérateurs économiques, libérera les capacités de financement du secteur privé et relancera la demande intérieure grâce à un effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie, particulièrement dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Axe 2 : Relance de l'Investissement public productif

Dans un contexte de rareté des ressources publiques, l'optimisation des choix et le renforcement de l'efficacité des investissements publics deviennent essentiels pour maximiser l'impact de chaque franc investi. Cette approche privilégie une meilleure

sélection des projets en fonction de leur valeur ajoutée aux plans économique et social, permet ainsi de concentrer les investissements sur les projets prioritaires de l'Agenda national de Transformation « Vision Sénégal 2050 », satisfaisant aux critères de sélection ci-après :

- forte valeur ajoutée économique ;
- capacité de génération massive d'emplois décents ;
- impact structurant sur les secteurs porteurs ;
- effet d'entraînement sur l'investissement privé.

Parallèlement, la reprise et l'accélération de l'exécution des projets financés sur ressources extérieures à fort impact permettront de valoriser les engagements déjà sécurisés et de maintenir la dynamique de modernisation des infrastructures. Cette optimisation passe par le renforcement des capacités de planification, de suivi-évaluation et de coordination intersectorielle, garantissant une allocation optimale des ressources et une exécution des projets dans les délais impartis.

Axe 3 : Soutien à l'investissement privé

La modernisation du cadre réglementaire incitatif constitue le préalable à la dynamique de soutien à l'investissement privé, avec la finalisation de la réforme du **Code des Investissements** qui vise à créer un environnement capable d'attirer et de retenir les capitaux nationaux et internationaux. Cette réforme de l'environnement des investissements sera fondamentalement axée sur :

- la simplification des procédures administratives ;
- l'harmonisation des incitations fiscales ;
- la protection renforcée des investisseurs et ;
- la promotion des secteurs stratégiques.

Concomitamment à l'amélioration du cadre incitatif, la réforme du **Code général des Impôts**, qui est engagée poursuit un triple objectif : (i) la création d'un cadre fiscal pro-investissement, (ii) l'élargissement de l'assiette fiscale et, (iii) la facilitation de la transition du secteur informel vers l'économie formelle.

Cette modernisation du dispositif fiscal s'accompagne d'une expansion stratégique du portefeuille de projets en partenariat public-privé (PPP), permettant de poursuivre la résorption du gap infrastructurel sans solliciter excessivement les finances publiques, tout en assurant également une exploitation optimale des infrastructures existantes grâce à l'expertise et à l'efficacité du secteur privé.

Cette approche intègre également une stratégie innovante de recyclage des actifs publics, visant à optimiser la valorisation du patrimoine public existant pour mobiliser des ressources additionnelles destinées au financement de nouveaux projets structurants.

L'ensemble de ces réformes envisagées vise à créer un cercle vertueux d'investissement qui démultiplie les capacités de financement tout en préservant les équilibres budgétaires.

L'enjeu d'accompagner le dynamisme du secteur privé se justifie par la nécessité de consolider les bases durables d'une croissance économique plus soutenue et forte, plus inclusive, capable de stimuler la création massive d'emplois et de richesse.

Axe 4 : Amorce de la Souveraineté alimentaire

Le secteur agricole, pilier de l'économie sénégalaise et source de revenus pour plus de 60% de la population, nécessite un soutien particulier dans le contexte de la campagne de l'hivernage à venir et de réorientation des activités de pêche. La réduction de la dépendance aux importations alimentaires et le renforcement de la résilience du secteur constituent des priorités nationales stratégiques.

Les actions de soutien à l'intensification des systèmes de production agropastorale et halieutique seront renforcées par l'accroissement des investissements en faveur de la maîtrise de l'eau, la facilitation de l'accès aux intrants de qualité dans les délais appropriés, à travers des mécanismes de financement adéquat et de subventions ciblées, et des services agricoles adaptés. Cette intervention s'accompagne d'une politique d'amélioration de la productivité des sols, de l'intensification d'un conseil et service agro-sylvo-pastoral approprié et d'une gestion responsable des ressources halieutiques en vue d'améliorer les rendements et la qualité des productions. La gestion des risques climatiques, à travers le développement de systèmes d'assurance adaptée et de mécanismes de protection contre les aléas climatiques, vient compléter ce dispositif pour sécuriser les investissements des producteurs et restaurer les capacités productives des professionnels impactés par la survenance de risques.

L'optimisation de la conservation, le stockage et la commercialisation ainsi que le développement de l'agro-industrie constituent le volet complémentaire de cette stratégie de souveraineté alimentaire. La structuration des filières demeure un levier d'accompagnement pour augmenter la valeur ajoutée. Des mécanismes de régulation des prix sont mis en place pour assurer des prix rémunérateurs aux producteurs tout en préservant l'accessibilité pour les consommateurs, tandis que des stratégies de positionnement sur les marchés d'exportation permettront de valoriser les productions locales et de générer des devises.

C. Le rétablissement des marges budgétaires

La révision à la baisse de la croissance du PIB en 2025 amène à baisser de 6% en valeur relative et de 260 milliards FCFA en valeur absolue les ambitions par rapport aux objectifs initiaux de recettes fiscales sans toutefois compromettre les progressions annuelles régulièrement notées dans la mobilisation des ressources internes.

Pour maintenir la trajectoire de consolidation budgétaire, le Gouvernement a pris l'engagement de mener un vaste chantier de réformes. Ces mesures de réformes volontaristes devraient permettre un retour rapide à l'objectif de déficit budgétaire fixé

par l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de placer la dette publique sur une trajectoire décroissante et soutenable, de sauvegarder le pouvoir d'achat des ménages, de reconstruire le tissu productif national et de soutenir les secteurs prioritaires (enseignement, santé, numérique, agriculture...). Ces réformes déterminantes et urgentes incluent (i) la rationalisation des exonérations fiscales, (ii) la suppression progressive des subventions énergétiques coûteuses et non ciblées et (iii) la reconstitution des marges de manœuvre budgétaires, indispensables pour faire face à de futurs chocs, soutenir les priorités de développement, et réduire les vulnérabilités macroéconomiques.

- **la rationalisation des dépenses** : avec à la révision à la baisse du PIB nominal, le Gouvernement a engagé un exercice approfondi de régulation budgétaire pour préserver la soutenabilité des finances publiques afin de maîtriser le déficit budgétaire sur le court et moyen terme. A cet effet, dans le cadre de la présente LFR certaines catégories de dépenses sont revues à la baisse comme suit :
 - 109,08 milliards FCFA sur les crédits d'acquisitions de biens et services et transferts courants (-24,5%) ;
 - 336,5 milliards FCFA sur les dépenses en capital sur ressources internes (- 75,5%) dont l'impact socio-économique n'est pas réellement établi afin de libérer un espace budgétaire pour des projets avec plus d'impact.

Ces baisses ont été opérées avec discernement tout en préservant les dépenses obligatoires et sensibles, et contribuent à une meilleure maîtrise des dépenses publiques, conformément à l'effort d'économie demandé aux administrations dépen-sières.

- **le renforcement de la mobilisation des ressources** : pour faire face aux défis budgétaires, le Gouvernement a identifié des mesures pour permettre d'atteindre les objectifs de recettes de la présente LFR 2025 en mettant l'accent sur l'utilisation optimale des ressources humaines, la révision de certaines taxes spécifiques (tabacs et alcool), la fiscalisation du numérique, la maîtrise de l'assiette de dédouanement et le renforcement de la digitalisation.
- **la compétitivité des entreprises** est une question cruciale, d'autant plus que la baisse de la productivité et de l'investissement public et privé a affaibli le potentiel de croissance. Les mesures prévues dans la loi de finances rectificative pour encourager l'investissement et soutenir la compétitivité seront renforcées par la création ou l'abondement de plusieurs lignes de financement destinées aux PME, startups, auto-entrepreneurs et secteurs de l'économie circulaire (Phase 2 du Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives Entrepreneuriales pour les Femmes et les Jeunes (PAVIE 2), Programme pour l'emploi, la transformation économique et la relance au Sénégal (ETER)).

- **la réaffirmation de l'engagement du Gouvernement pour un accès équitable des couches vulnérables aux ressources publiques** : en dépit des marges de manœuvre budgétaires assez réduites, la loi de finances rectificative 2025 maintient **plusieurs mesures sociales** (subvention à l'énergie, subvention aux intrants agricoles, couverture maladie universelle, etc.).

D. Un meilleur arrimage du budget par rapport à l'Agenda national de Transformation « Vision Sénégal 2050 »

A la suite de la validation par Monsieur le Président de la République, Son Excellence, **Bassirou Diomaye Diakhar FAYE**, Monsieur le Premier Ministre, **Ousmane SONKO** avait instruit l'ensemble des départements ministériels à procéder à la revue de leurs Lettres de Politique sectorielle de Développement (LPSD) afin de les aligner à la Stratégie nationale de Développement 2025-2029 de la nouvelle « vision Sénégal 2050 ». Cet exercice a débouché sur la validation de projets prioritaires au sein de chaque département ministériel qui devront alimenter le portefeuille de projets de ladite Stratégie.

L'intégration des projets prioritaires issus de cette stratégie dans la présente LFR est une étape décisive pour avoir une programmation budgétaire totalement alignée sur l'Agenda national de Transformation et mieux orientée vers la prise en charge des urgences sociales et la relance de l'activité économique. Dans cette optique, **la méthode de sélection des projets** adoptée privilégie une approche pragmatique fondée sur trois critères essentiels : (i) l'impact socio-économique attendu, (ii) la capacité de mise en œuvre rapide et (iii) la cohérence avec les quatre axes stratégiques de l'Agenda « Sénégal 2050 ».

Cette démarche permet d'optimiser l'allocation des ressources rares tout en préservant la dynamique transformationnelle qui doit s'appuyer sur un capital humain de qualité. C'est pourquoi, les secteurs de l'éducation, de la formation et de la santé occupent une place importante dans ce projet de LFR 2025.

Le secteur de la santé fait l'objet d'investissements ciblés, notamment dans l'amélioration des infrastructures sanitaires de base et le renforcement de la résilience du système de santé en le dotant de capacités de réponse appropriées face aux chocs et urgences sanitaires. Ces investissements, justifiés par les leçons tirées de la pandémie de COVID-19, constituent un enjeu de souveraineté sanitaire nationale.

La probabilité d'occurrence des inondations étant de plus en plus forte, en raison des changements climatiques, des efforts ont été consentis pour renforcer les mesures de prévention et de gestion de cet aléa, dans le cadre de « la matrice d'actions prioritaires de lutte contre les inondations » de 2025. L'État poursuivra également la mise en œuvre des projets impactant significativement l'assainissement notamment pluvial, et renforcera le cadre de concertation et de suivi intersectoriel déjà mis en place avec le Comité national de Gestion des Inondations (CNGI).

Les projets d'infrastructures numériques qui sont des composantes essentielles du « **New Deal Technologique** » occupent une place centrale dans cette programmation, avec des investissements significatifs dans la connectivité territoriale et la digitalisation des services publics. Cette orientation stratégique vise à positionner le Sénégal comme un hub numérique régional et à favoriser l'émergence d'une économie digitale inclusive.

La préparation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026 bénéficie également d'une attention particulière, avec des crédits spécifiquement dédiés aux infrastructures sportives et à l'organisation de cet événement d'envergure internationale. Cette échéance constitue une opportunité exceptionnelle de rayonnement international et de développement du secteur touristique.

E. la prise en charge de l'incidence budgétaire du pacte de stabilité sociale

La signature de ce pacte, le 1^{er} mai 2025, constitue un acte symbolique fort, à travers lequel l'exécutif réaffirme son engagement à promouvoir un travail décent productif et l'équité sociale et à accompagner les partenaires sociaux dans la construction d'une économie compétitive. Cet engagement du Gouvernement en faveur de la cohésion sociale comporte des incidences budgétaires significatives qui nécessitent une intégration cohérente dans la programmation.

En attendant, l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des engagements contenus dans le pacte, il importe de relever que, par anticipation, la présente LFR prévoit de prendre en compte un certain nombre de mesures concernant notamment les secteurs de l'Éducation et de la Formation professionnelle, de la Santé et de l'Action sociale, du Transport, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Justice et des Collectivités territoriales.

Parmi ces mesures, on peut citer :

- la généralisation de l'indemnité de logement à tous les agents de la fonction publique ;
- le recrutement spécial dans la fonction publique d'un personnel de santé et de l'action sociale pour permettre un meilleur accès aux soins sur toute l'étendue du territoire ;
- l'apurement partiel de la dette intérieure ;
- l'implication accrue des partenaires sociaux dans le processus de réforme du Code des investissements.

Dans le secteur parapublic, les dépenses de personnel ont fait l'objet d'une attention particulière pour assurer leur couverture pour toute l'année 2025. A cela, s'ajoutent les nouvelles mesures de restructuration qui illustrent la volonté du gouvernement de préserver les emplois et la dignité des travailleurs. Cette approche, privilégiant le

dialogue social et l'accompagnement personnalisé, constitue un modèle pour les futures réformes du secteur parapublic.

La réforme des mécanismes de promotion de l'emploi vise à rationaliser et optimiser les interventions publiques sur le marché du travail. La révision de la Convention nationale État-Employeurs (CNEE) et la réorganisation des dispositifs de financement de la formation professionnelle permettront une utilisation plus efficace des ressources publiques tout en renforçant l'impact sur l'emploi des jeunes.

L'accompagnement de la transition de l'économie informelle bénéficie d'une attention particulière, avec la mise en place de dispositifs incitatifs spécifiquement adaptés aux auto-entrepreneurs et aux PME. Cette approche, privilégiant l'accompagnement plutôt que la contrainte, vise à élargir progressivement l'assiette fiscale tout en favorisant la création d'emplois durables.

Ces mesures sociales, bien qu'ayant un coût budgétaire non négligeable, constituent un investissement nécessaire pour la stabilité sociale et la cohésion nationale, conditions indispensables au succès des réformes structurelles engagées.

En définitive, l'ensemble des facteurs susmentionnés justifie la révision du budget 2025.

IV. HYPOTHÈSES RÉVISÉES DE LA LOI DE FINANCES

Sur la base des ajustements effectués, les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques révisés se présentent comme suit :

- un taux de croissance du PIB révisé à 8,0% (contre 8,8% initialement prévu), avec une croissance hors hydrocarbures projetée à 3,8% ;
- un PIB nominal révisé à 21 690,5 milliards FCFA (contre 22 597,7 milliards FCFA initialement prévu), soit une baisse de 907,2 milliards FCFA (-4,0%) ;
- un déficit budgétaire de 7,82% du PIB, contre 7,08% initialement prévu, avec un engagement ferme du Gouvernement de revenir progressivement vers la cible de déficit communautaire de 3% du PIB à moyen terme ;
- un taux de pression fiscale projeté à 18,9% du PIB, contre 19,3% dans la LFI 2025 ;
- un besoin de financement additionnel de 1 141,7 milliards FCFA par rapport à la LFI 2025.

La nouvelle situation des recettes et des dépenses est présentée dans le tableau ci-dessous :

En milliards de FCFA

	LFI 2025	LFR 2025
Opérations budgétaires		
Recettes budget général	4 794,6	4 668,9
Dépenses budget général	6 395,1	6 364,8
Déficit	- 1 600,4	- 1 695,9
Opérations budgétaires		
Besoin de financement hors déficit	2 973,4	4 019,6
Couverture du besoin de financement global	4 573,9	5 715,5
Solde de Trésorerie	1 600,4	1 695,9

En milliards de FCFA

	LFI 2025	LFR 2025	ECART LFI 2025/LFR 2025	
I.RECETTES				
1.BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	4 359,6	4 099,6	- 260,0	-6,0%
Recettes non fiscales et autres	190,0	282,7	92,7	48,8%
Total recettes internes	4 549,6	4 382,3	- 167,3	-3,7%
Tirages sur Dons en capital (projet)	200,0	241,6	41,6	20,8%
Dons budgétaires	45,0	45,0	-	0,0%
Total recettes externes	245,0	286,6	41,6	17,0%
RECETTES BUDGET GENERAL	4 794,6	4 668,9	- 125,7	-2,6%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0	-4	-2,2%
dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8	0	-5,9%
dont Fonds de stabilisation	14,4	10,6	-4	-26,7%
dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1	0	0,0%
Compte de commerce	0,5	0,5	0	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	0	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0	0,0%
Compte de garanties et aval	4,4	4,4	0	0,0%
RECETTES CST	219,7	215,4	-4	-1,9%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	5 014,3	4 884,3	- 130,0	-2,6%
II.DEPENSES				
1.BUDGET GENERAL				
Intérêts de la dette	932,1	1 057,1	125,0	13,4%
Dépenses de personnel	1 485,5	1 485,5	0	0,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 930,5	1 886,1	- 44,4	-2,3%
Total dépenses courantes	4 348,1	4 428,7	80,6	1,9%
Dépenses en capital sur ress. internes	880,0	586,9	- 293,1	-33,3%
Investissements sur ressources externes	1 167,0	1 349,2	182,2	15,6%
projets	967,0	1 107,6	140,6	14,5%
capital	200,0	241,6	41,6	20,8%
Total dépenses d'investissement	2 047,0	1 936,1	- 110,9	-5,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	6 395,1	6 364,8	- 30,3	-0,5%
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0	-4	-2,2%
dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8	0	-5,9%
dont Fonds stabilisation	14,4	10,6	-4	-26,7%
dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1	0	0,0%
Compte de commerce	0,5	0,5	0	0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	0	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0	0,0%
Compte de garantie et aval	4,4	4,4	0	0,0%
DEPENSES CST	219,7	215,4	-4,3	-1,9%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	6 614,8	6 580,2	- 34,5	-0,5%
Déficit budgétaire	- 1 600,4	- 1 695,9	- 95,5	
Déficit % PIB	-7,08%	-7,82%		
PIB NOMINAL	22 597,7	21 690,5	-907,2	
Taux de pression fiscale	19.3%	18.9%		

V. CHIFFRES CLES DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

Les prévisions des recettes de la LFR pour l'année 2025 sont arrêtées à **4 884,3 milliards FCFA**, contre **5 014,3 milliards FCFA** initialement prévues par la LFI, soit une baisse de **130 milliards FCFA** en valeur absolue et **2,6%** en valeur relative.

Les dépenses sont révisées à **6 580,2 milliards FCFA** contre **6 614,8 milliards FCFA** initialement projetées, soit une baisse de **34,5 milliards FCFA** en valeur absolue et **0,5%** en valeur relative.

Les détails des données chiffrées dudit projet de LFR se présentent comme suit :

A. Budget général

Les recettes du budget général sont révisées à **4 668,9 milliards FCFA**, soit une baisse de **125,7 milliards FCFA (-2,6%)** par rapport à la LFI 2025, et se décomposent comme suit :

- **Recettes fiscales** : 4 099,6 milliards FCFA (-260,0 milliards FCFA, soit -6,0%);
- **Recettes non fiscales** : 282,7 milliards FCFA (+92,7 milliards FCFA, soit +48,8%), incluant 48,1 milliards FCFA de recettes non fiscales liées à l'exploitation des hydrocarbures ;
- **Appuis budgétaires** : 286,6 milliards FCFA (+41,6 milliards FCFA, soit +17,0%), réparties entre 241,6 milliards FCFA de dons en capital (+41,6 milliards FCFA) et 45,0 milliards FCFA de dons budgétaires (sans changement).

Les dépenses du budget général sont révisées à **6 364,8 milliards FCFA**, soit une baisse de 30,3 milliards FCFA (-0,5%) par rapport à la LFI 2025, et se répartissent comme suit :

- **Intérêts de la dette** : **1 057,1 milliards FCFA** (+125,0 milliards FCFA, soit +13,4%) ;
- **Dépenses de personnel** : **1 485,5 milliards FCFA** (montant inchangé) ;
- **Acquisitions de biens et services et transferts courants** : **1 886,1 milliards FCFA** (-44,4 milliards FCFA, soit -2,3%) ;
- **Dépenses en capital sur ressources internes** : **586,9 milliards FCFA** (-293,1 milliards FCFA, soit -33,3%), dont 50,9 milliards FCFA de dépenses sur recettes hydrocarbures maintenues ;
- **Investissements sur ressources externes** : **1 349,2 milliards FCFA** (+182,2 milliards FCFA, soit +15,6%), répartis entre 1 107,6 milliards FCFA de prêts-projets (+140,6 milliards FCFA) et 241,6 milliards FCFA de dons en capital (+41,6 milliards FCFA).

B. Comptes spéciaux du Trésor

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont arrêtés à **215,4 milliards FCFA** contre **219,7 milliards FCFA** soit une baisse de **4,3 milliards FCFA** par rapport à la LFI 2025. Ils se répartissent entre :

- Comptes d'affectation spéciale : 189 milliards FCFA, incluant notamment le Fonds national de Retraite (167,1 milliards FCFA), le Fonds de stabilisation (10,6 milliards FCFA) et le Fonds intergénérationnel (6,8 milliards FCFA) ;
- Autres comptes : 26,4 milliards FCFA (comptes de prêts, d'avances, de commerce et de garanties).

C. Déficit budgétaire et impact macroéconomique

Le déficit budgétaire est révisé à **1 695,9 milliards FCFA, soit 7,82% du PIB**, contre 1 600,4 milliards FCFA (7,08% du PIB) dans la LFI 2025, soit une dégradation en valeur absolue de **95,5 milliards FCFA (+6,0%)**.

Cette évolution s'explique principalement par une baisse des recettes budgétaires combinée à la révision à la baisse du PIB nominal, estimé à 21 690,5 milliards FCFA contre 22 597,7 milliards FCFA initialement prévus, soit une contraction de -907,2 milliards FCFA (-4,0%).

Le taux de pression fiscale est également révisé à la baisse, passant de **19,3%** à **18,9%**.

D. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

La gestion active de la dette continuera à constituer une priorité pour le Gouvernement afin de préserver sa soutenabilité.

Le besoin de financement global est estimé à 5 715,54 milliards FCFA du fait essentiellement de la hausse de l'amortissement de la dette, de l'apurement des arriérés et de la hausse prévue des tirages pour les prêts projets.

Pour la couverture de ce besoin, en plus et au-delà des montants attendus des emprunts projets et programmes, l'Etat compte renforcer, dans le cadre de sa stratégie d'endettement, le recours au marché intérieur notamment par appel public à l'épargne pour un montant total de 1190,7 milliards dont 620 milliards au titre de la gestion active de la dette. Une telle option permet de réduire les risques de change, de taux variable et offre une plus grande résilience par rapport aux chocs extérieurs.

Également, dans le cadre de la diversification des sources de financement et des investisseurs, l'Etat compte recourir à la finance islamique (Sukuk) pour tirer profit de ce marché et réduire le risque de concentration.

Par ailleurs, dans l'optique de préserver les marges de viabilité de la dette, le recours au financements concessionnelles et la gestion active de la dette seront privilégiés.

Au total, la présente LFR pour l'année 2025 traduit la volonté du Gouvernement de faire face aux contraintes budgétaires tout en préservant les capacités d'investissement de l'État pour la relance de l'économie.

Cette approche s'articule autour d'une réorientation partielle vers le financement externe, avec une augmentation de 15,6% des investissements sur ressources externes, compensant partiellement la réduction de 33,3% des dépenses en capital sur ressources internes.

Face aux défis économiques et financiers actuels, le Gouvernement réaffirme son engagement à prendre toute mesure permettant de :

1. **mettre en place un programme triennal de redressement des finances publiques** pour revenir progressivement à un déficit conforme aux normes communautaires de l'UEMOA ;
2. **instituer un Programme pour la Relance des Secteurs porteurs de Croissance** afin de créer les bases solides pour la réalisation de l'objectif de consolidation budgétaire et des ambitions de l'Agenda national de Transformation ;
3. **renforcer la mobilisation des ressources internes** et optimiser l'efficacité des dépenses publiques par une meilleure allocation des ressources ;
4. **poursuivre une gestion prudente et transparente de la dette publique** par la diversification des sources de financement et l'amélioration des conditions d'emprunt ;
5. **démarrer les projets prioritaires** inscrits dans l'Agenda national de Transformation "Sénégal 2050" tout en respectant les contraintes budgétaires ;
6. **renforcer le dialogue avec les partenaires techniques et financiers** pour un soutien accru à la politique économique et sociale du Gouvernement.

Dans ce contexte de contraintes budgétaires accrues, l'adoption du présent projet de loi de finances rectificative est indispensable pour garantir une exécution budgétaire conforme aux principes de sincérité et d'équilibre, et pour maintenir la trajectoire de transformation systémique du Sénégal dans le respect des équilibres macroéconomiques.

Le Gouvernement demeure convaincu que les mesures contenues dans cette LFR, combinées aux réformes structurelles en cours, permettront de consolider les bases d'une croissance économique durable et inclusive, tout en préservant la stabilité des finances publiques.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE PREMIER : Les dispositions des articles premier, 2,4,5,6,11 et 12 de la loi n°2025-02 du 06 janvier 2025 portant loi de finances pour l'année 2025 sont abrogées et remplacées comme suit :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'État sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et des charges de trésorerie.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

Exposé des motifs

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base des projections révisées du cadrage macroéconomique du mois d'avril 2025.

Les recettes du budget général sont arrêtées à 4 668 922 920 000 FCFA pour la présente loi de finances rectificative. Elles sont composées des recettes internes pour un montant de 4 382 322 920 000 FCFA et des recettes externes d'un montant de 286 600 000 000 de FCFA (dons budgétaires pour un montant de 45 000 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 241 600 000 000 de FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances rectificative.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, à la somme de 4 382 322 920 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les recettes externes du budget général composées de dons budgétaires et en capital sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, à 286 600 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2025 à 4 668 922 920 000 FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévion et autorisation des ressources de trésorerie de l'État

Exposé des motifs

Les ressources de trésorerie, à moyen et long terme pour l'année 2025 sont révisées à un montant de 5 715 540 000 000 FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 1 335 850 000 000 FCFA ;
- des emprunts programmes pour un montant de 595 370 000 000 FCFA ;
- et d'autres emprunts pour un montant de 3 784 319 965 000 FCFA.

Texte de l'article

« I- Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, les ressources de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à 5 715 540 000 000 FCFA. Les autorisations d'emprunt sur les marchés financiers ou auprès des partenaires sont arrêtées à 5 715 540 000 000 FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national ou régional, soit sur le marché international, à travers des instruments à long et moyen termes libellés en FCFA ou en devises, auprès de pays ou d'institutions étrangères ou internationales, publiques ou privées, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

ARTICLE 4 MODIFIE : Prévion et autorisation des recettes des Comptes spéciaux du Trésor

Exposé des motifs :

Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont revues globalement à un montant de 215 417 250 000 FCFA dans la présente loi de finances rectificative pour l'année 2025.

Texte de l'article :

« I- La perception des recettes affectées aux Comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2025, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances rectificative.

II- Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances rectificative pour l'année 2025 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 215 417 250 000 FCFA.

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Les plafonds des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, à 8 914 038 667 241 FCFA et 6 364 818 000 000 FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'État.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 6 364 818 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses :

- Intérêts et commissions : 1 057 083 000 000 FCFA ;*
- Dépenses de personnel : 1 485 535 000 000 de FCFA ;*
- Biens et services et transferts courants : 1 886 080 000 000 de FCFA ;*
- Investissements exécutés par l'État : 1 404 295 751 132 FCFA ;*
- Transferts en capital : 531 824 248 868 FCFA.*

II – Il est ouvert dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagement d'un montant de 8 914 038 667 241 FCFA, conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'État d'un montant de 1 485 535 000 000 de FCFA ».

B.2 Plafond des Comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 MODIFIE : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

Exposé des motifs

Cet article évalue, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, les charges des comptes d'affectation spéciale à un montant de 215 417 250 000 FCFA. Il autorise le paiement de traitements ou d'indemnités à des agents de l'État ou d'autres

organismes publics par imputation directe aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- les Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.

Texte de l'article :

« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, s'élèvent à 189 003 750 000 FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- *Fonds national de Retraite : 167 100 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA ;*
- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 de FCFA ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA ;*
- *Fonds intergénérationnel : 6 825 000 000 FCFA ;*
- *Fonds de stabilisation : 10 578 750 000 FCFA.*

II – Il est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes ;*
- *Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.*

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Évaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

Les charges de trésorerie sont revues dans la présente loi de finances à 5 715 540 000 000 FCFA. Ils concernent principalement l'amortissement de la dette pour un montant de 3 384 090 000 000 FCFA et le financement du déficit pour un montant 1 695 900 000 000 FCFA.

Texte de l'article

« Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à un montant de 5 715 540 000 000 FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Équilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'État.

Texte de l'article

« I - Pour la présente loi de finances rectificative, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'État, évaluées dans les précédents articles de la présente loi ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

En milliards FCFA

LIBELLES	LFI 2025	PROJET LFR 2025	ECART LFR 2025/LFI 2025	LIBELLES	LFI 2025	PROJET LFR 2025	ECART LFR 2025/LFI 202R
OPERATIONS BUDGETAIRES							
RESSOURCES				CHARGES			
1.BUDGET GENERAL				Intérêts de la dette	932,1	1 057,1	125,0 13,4%
Recettes fiscales	4 359,6	4 099,6	- 260,0 -6,0%	Dépenses de personnel	1 485,5	1 485,5	- 0,0%
dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG	2,7	2,7	- 0,0%	Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 930,5	1 886,1	- 44,4 -2,3%
Recettes non fiscales et autres	190,0	282,7	92,7 48,8%	Total dépenses courantes	4 348,1	4 428,7	80,6 0,0
dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG	48,1	48,1	- 0,0%	Dépenses en capital sur ress. internes	880,0	586,9	- 293,1 -33,3%
Total recettes internes	4 549,6	4 382,3	- 167,3 -3,7%	dont dépenses sur recettes hydrocarbure	50,9	50,9	- 0,0%
Tirages sur Dons en capital (projet)	200,0	241,6	41,6 20,8%	Investissements sur ressources externes	1 167,0	1 349,2	182,2 15,6%
Dons budgétaires	45,0	45,0	- 0,0%	dont Prêts projets	967,0	1 107,6	140,6 14,5%
Total recettes externes	245,0	286,6	41,6 17,0%	Total dépenses d'investissement	2 047,0	1 936,1	- 110,9 -5,4%
RECETTES BUDGET GENERAL	4 794,6	4 668,9	- 125,7 -2,6%	DEPENSES BUDGET GENERAL	6 395,1	6 364,8	- 30,3 -0,5%
				Solde budgétaire de base	- 678,4	- 633,3	45,1
				Solde budgétaire globale (déficit budgétaire)	- 1 600,4	- 1 695,9	- 95,5
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR							
Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0	- 4,3 -2,2%	Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0	- 4,3 -2,2%
dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8	- 0,4 -5,9%	dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8	- 0,4 -5,9%
dont Fonds de stabilisation	14,4	10,6	- 3,9 -26,7%	dont Fonds stabilisation	14,4	10,6	- 3,9 -26,7%
dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1	- 0,0%	dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1	- 0,0%
Compte de commerce	0,5	0,5	- 0,0%	Compte de commerce	0,5	0,5	- 0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	- 0,0%	Compte de prêts	20,8	20,8	- 0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	- 0,0%	Compte d'avances	0,8	0,8	- 0,0%
Compte de garanties et aval	4,4	4,4	- 0,0%	Compte de garanties et aval	4,4	4,4	- 0,0%
RECETTES CST	219,7	215,4	- 4,3 -1,9%	DEPENSES CST	219,7	215,4	- 4,3 -1,9%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	5 014,3	4 884,3	- 130,0 -2,6%	TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	6 614,8	6 580,2	- 34,5 -0,5%
OPERATIONS DE TRESORERIE							
COUVERTURE DU BESOIN				BESOIN DE FINANCEMENT			
Emprunts projets	967,0	1 335,9	368,9 38,1%	Amortissement de la dette	2 923,4	3 384,1	460,7 15,8%
Surfinancement prévisionnel à reporter	-	-	-	Déficit budgétaire	1 600,4	1 695,9	95,5 6,0%
Emprunts programmes	595,4	595,4	- 0,0 0,0%	Déficit OPEX	50,0	50,0	- 0,0%
				Arriérés sur ressources intérieurs et extérieurs	500,9		
Autres emprunts	3 011,5	3 784,3	772,9 25,7%	Emprunts rétrocédés	84,7		
TOTAL OPERATIONS DE TRESORERIE	4 573,9	5 715,5	1 141,7 25,0%		4 573,9	5 715,5	1 141,7 25,0%
TOTAL RESSOURCES	9 588,2	10 599,9	1 011,7 10,6%	TOTAL CHARGES	9 588,2	10 599,9	1 011,7 10,6%

II- Pour la présente loi de finances rectificative, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie arrêté à 5 715 540 000 000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances rectificative.

III- Pour la présente loi de finances rectificative, le Ministre chargé des Finances est autorisé à :

- contracter des emprunts, y compris par voie d'émission de titres, à long et moyen termes libellés en FCFA ou en devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie, pour un montant total de 5 700 650 000 000 FCFA ;*
- recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour 286 600 000 000 FCFA ;*
- assurer de manière générale la gestion active de la dette et de la trésorerie de l'Etat, y compris à travers des opérations de gestion de passif ou sur produits dérivés.*

Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national ou régional, soit sur le marché international auprès de pays ou d'institutions étrangères ou internationales, publiques ou privées, à des conditions fixées par décret ou par convention.

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2 : Les dispositions des articles 13,14,15,16,17 et 41 de la loi n°2025-02 du 06 janvier 2025 portant loi de finances pour l'année 2025 sont abrogées et remplacées par celles des articles cités ci-dessous.

Par ailleurs, cette loi intègre la ratification d'un décret d'avance.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 13 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 6 668 034 136 360 FCFA et 4 895 582 521 182 FCFA.

La répartition par section et par programme des autorisations d'engagement et des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances rectificative.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 668 034 136 360 FCFA et 4 895 582 521 182 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des programmes des CST ouverts pour la présente loi de finances rectificative sont réévalués pour chacun à un montant égal à 215 417 250 000 FCFA ainsi réparti :

- **Compte d'affectation spéciale AE = CP à 189 003 750 000 de FCFA :**
 - Fonds national de retraite : 167 100 000 000 de FCFA ;
 - Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 de FCFA ;
 - Fonds de Lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA ;
 - Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique : 500 000 000 de FCFA ;
 - Fonds intergénérationnel : 6 825 000 000 de FCFA ;
 - Fonds de stabilisation : 10 578 750 000 de FCFA.
- **Compte de commerce AE = CP à 490 000 000 de FCFA :**
 - Opérations à caractère industriel et commercial des armées : 150 000 000 de FCFA ;
 - Compte de Commerce de l'Administration pénitentiaire : 200 000 000 de FCFA ;
 - Compte de Commerce de la Police : 140 000 000 de FCFA.
- **Compte de prêts AE = CP à 20 750 000 000 de FCFA ;**
- **Compte d'avances AE = CP à 800 000 000 de FCFA ;**
- **Compte de garanties et d'avalis AE = CP à 4 373 500 000 de FCFA.**

Texte de l'article :

« Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, sont fixés pour chacun à 215 417 250 000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL**ARTICLE 15 MODIFIE : Dotations des institutions constitutionnelles****Exposé des motifs**

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert au titre de la présente loi de finances rectificative pour l'année 2025, pour les Institutions, des autorisations d'engagement de 156 255 145 551 FCFA et des crédits de paiement de 148 190 466 218 FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 156 255 145 551 FCFA en autorisations d'engagement et 148 190 466 218 FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotation des charges communes**Exposé des motifs**

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique précitée, il est ouvert pour la présente loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des charges communes, des autorisations d'engagement pour 1 032 666 385 330 FCFA et des crédits de paiement pour 263 962 012 600 FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025 au titre des charges communes est fixé à la somme de 1 032 666 385 330 FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 263 962 012 600 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 17 MODIFIE : charges financières de la dette publique

Exposé des motifs

Les crédits ouverts au profit des charges financières de la dette publique ont été réévalués dans la loi de finances rectificative pour 2025 à 1 057 083 000 000 de FCFA.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 1 057 083 000 000 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 41 MODIFIE : Répartition des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures

Exposé des motifs

En application des dispositions de la loi n°2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures, il est nécessaire de fixer les clefs de répartition des recettes concernées, en plus des montants prévus dans la loi de finances. Ceci pour permettre au comptable public d'avoir une base légale de répartition de la trésorerie, tout au long de l'année, entre les différents comptes concernés. En outre, l'article 10 du décret n°2023-1886 du 11 septembre 2023 fixant les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du comité de Prévision et d'Évaluation et déterminant les modalités de prévision des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures dispose que le taux de change utilisé pour la prévision des recettes est mentionné dans la loi de finances de l'année.

De même, le montant plafond d'accumulation du fonds de stabilisation doit être fixé par la loi de finances.

Texte de l'article 41 :

« Les clefs de répartition des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures pour l'année 2025 sont :

- *Budget général : 74,5%*
- *Fonds intergénérationnel : 10%*
- *Fonds de stabilisation : 15,5%*

Le taux de change utilisé pour les prévisions des recettes d'hydrocarbure pour l'année 2025 est de 585,7FCFA pour un (01) dollar US.

*Le montant plafond d'accumulation du fonds de stabilisation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°2022-09 du 19 avril 2022, est fixé à **67,86** milliards de FCFA. »*

Article 42 : Ratification de décret d'avance

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi organique 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les décrets d'avance pris en cours d'année sont proposés à la ratification lors de la plus prochaine loi de finances.

Ainsi, le décret d'avance n° 2025-588 du 02 avril 2025 a été pris pour ouvrir des crédits à titre d'avance du budget général d'un montant total de 40 166 477 173 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) à l'effet de renforcer les prévisions de tirages sur prêts projets au profit de certains projets et programmes prioritaires.

Des crédits d'égal montant sont annulés par arrêté, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi organique n° 2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

« Est ratifié le décret d'avance n° 2025-588 du 02 avril 2025 portant ouverture de crédits à titre d'avance au budget général de l'État au titre de l'exercice 2025 ».

Article 43 : Intégration dans la comptabilité générale de l'Etat de l'encours des dettes bancaires et dettes non financières hors autorisations parlementaires

Exposé des motifs

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues du rapport de la Cour des Comptes relatif à l'audit du rapport sur la situation des finances publiques au titre des gestions de 2019 au 31 mars 2024, il a été relevé qu'un important encours de dette bancaire et de dette non financière avait été contracté en dehors de toute autorisation parlementaire et n'avait pas fait l'objet ni de suivi ni de comptabilisation dans les comptes de l'Etat.

Cette situation, caractérisée par le non-respect des principes et critères de qualité comptable tels que la sincérité, la réalité, la régularité, l'exhaustivité et la complétude, a considérablement altéré la qualité de l'information financière et comptable des comptes de l'Etat et a fini d'écorner l'image et la crédibilité du pays.

Afin de corriger cette anomalie, la Cour des Comptes comme le FMI ont recommandé, sur la base d'un recensement exhaustif et complet, l'intégration de l'ensemble des encours de dettes aux fins de restaurer la qualité de l'information financière et comptable des comptes publics.

En donnant suite à ces recommandations, le Tableau des Opérations financières de l'Etat (TOFE) a déjà intégré d'une part l'encours de la dette financière stabilisé sur la base du rapport de recensement et d'évaluation produit par le cabinet Mazars commis à cet effet et, d'autre part, la partie du stock de la dette non financière déjà fiabilisée arrêtée par le ministère des finances et du budget.

Par conséquent, sous réserve des résultats des travaux d'audit en cours sous la direction de l'Inspection générale des Finances (IGF) en vue d'arrêter l'encours définitif de la dette non financière de l'Etat, l'intégration dans les comptes de l'Etat des dettes bancaires et des dettes non financières déjà fiabilisées est soumise à votre autorisation.

Texte de l'article :

« Sont autorisées l'intégration et la régularisation dans les comptes de l'Etat, des dettes bancaires et dettes non financières hors autorisations parlementaires ainsi qu'il suit :

➤ **Sur ressources intérieures :**

- *au titre de la dette bancaire pour un montant de 2 242 610 000 000 FCFA ;*
- *au titre de la dette non financière :*
 - *concernant le secteur de l'énergie pour un montant de 146 300 000 000 FCFA ;*
 - *concernant le secteur des BTP pour un montant de 105 200 000 000 FCFA.*

➤ **Sur ressources extérieures :**

- *au titre des emprunts-projets pour un montant de 249 500 000 000 FCFA.*

L'intégration et la régularisation de ces opérations ainsi que les charges qui peuvent leur être rattachées seront effectuées au titre de la gestion 2024 dans les livres ouverts chez les comptables supérieurs directs du trésor et participeront à la formation des résultats tels que prescrits par les lois et règlements ».

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes du budget général

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, à la somme de 4 382 322 920 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les recettes externes du budget général composées de dons budgétaires et en capital sont prévues dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, à 286 600 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2025 à 4 668 922 920 000 FCFA ».

ARTICLE 2 MODIFIE : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'État

« I- Pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, les ressources de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à 5 715 540 000 000 FCFA. Les autorisations d'emprunt sur les marchés financiers ou auprès des partenaires sont arrêtées à 5 700 650 000 000 FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national ou régional, soit sur le marché international, à travers des instruments à long et moyen termes libellés en FCFA ou en devises, auprès de pays ou d'institutions étrangères ou internationales, publiques ou privées, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

ARTICLE 4 MODIFIE : Prévision et autorisation des recettes des Comptes spéciaux du Trésor

« I- La perception des recettes affectées aux Comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2025, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances rectificative.

II- Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances rectificative pour l'année 2025 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 215 417 250 000 FCFA.

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 MODIFIE : Les dépenses du budget général

« I- Les crédits de paiement ouverts dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 6 364 818 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie de dépenses :

- Intérêts et commissions : 1 057 083 000 000 FCFA ;*
- Dépenses de personnel : 1 485 535 000 000 de FCFA ;*
- Biens et services et transferts courants : 1 886 080 000 000 de FCFA ;*
- Investissements exécutés par l'État : 1 404 295 751 132 FCFA ;*
- Transferts en capital : 531 824 248 868 FCFA.*

II – Il est ouvert dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagement d'un montant de 8 914 038 667 241 FCFA, conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert dans la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'État d'un montant de 1 485 535 000 000 de FCFA ».

B.2 Plafond des Comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 MODIFIE : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, s'élèvent à 189 003 750 000 FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : 167 100 000 000 FCFA*
- Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 3 500 000 000 de FCFA ;*
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA ;*
- Fonds intergénérationnel : 6 825 000 000 FCFA ;*
- Fonds de stabilisation : 10 578 750 000 FCFA.*

II – Il est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes ;*
- *Frais de Contrôle des Sociétés à Participation publique.*

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 MODIFIE : Évaluation des charges de trésorerie

« Pour la présente loi de finances rectificative, les charges de trésorerie du budget de l'État sont évaluées à un montant de 5 715 540 000 000 FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 MODIFIE : Équilibre budgétaire et financier

« I - Pour la présente loi de finances rectificative, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'État, évaluées dans les précédents articles de la présente loi ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

En milliards FCFA

LIBELLES	LFI 2025	PROJET LFR 2025	ECART LFR 2025/LFI 2025	LIBELLES	LFI 2025	PROJET LFR 2025	ECART LFR 2025/LFI 202R
OPERATIONS BUDGETAIRES							
RESSOURCES				CHARGES			
1.BUDGET GENERAL				Intérêts de la dette			
Recettes fiscales	4 359,6	4 099,6	- 260,0	-6,0%	932,1	1 057,1	125,0 13,4%
dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG	2,7	2,7	-	0,0%	Dépenses de personnel	1 485,5	1 485,5 - 0,0%
Recettes non fiscales et autres	190,0	282,7	92,7	48,8%	Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 930,5	1 886,1 - 44,4 -2,3%
dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG	48,1	48,1	-	0,0%	Total dépenses courantes	4 348,1	4 428,7 80,6 0,0
Total recettes internes	4 549,6	4 382,3	- 167,3	-3,7%	Dépenses en capital sur ress. internes	880,0	586,9 - 293,1 -33,3%
Tirages sur Dons en capital (projet)	200,0	241,6	41,6	20,8%	dont dépenses sur recettes hydrocarbure	50,9	50,9 - 0,0%
Dons budgétaires	45,0	45,0	-	0,0%	Investissements sur ressources externes	1 167,0	1 349,2 182,2 15,6%
Total recettes externes	245,0	286,6	41,6	17,0%	dont Prêts projets	967,0	1 107,6 140,6 14,5%
RECETTES BUDGET GENERAL	4 794,6	4 668,9	- 125,7	-2,6%	Total dépenses d'investissement	2 047,0	1 936,1 - 110,9 -5,4%
				DEPENSES BUDGET GENERAL			
				6 395,1 6 364,8 - 30,3 -0,5%			
				Solde budgétaire de base - 678,4 - 633,3 45,1			
				Solde budgétaire globale (déficit budgétaire) - 1 600,4 - 1 695,9 - 95,5			
2.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR							
Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0	- 4,3	-2,2%	Comptes d'affectation spéciale	193,3	189,0 - 4,3 -2,2%
dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8	- 0,4	-5,9%	dont Fonds intergénérationnel	7,3	6,8 - 0,4 -5,9%
dont Fonds de stabilisation	14,4	10,6	- 3,9	-26,7%	dont Fonds stabilisation	14,4	10,6 - 3,9 -26,7%
dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1	-	0,0%	dont Fonds national de Retraite	167,1	167,1 - 0,0%
Compte de commerce	0,5	0,5	-	0,0%	Compte de commerce	0,5	0,5 - 0,0%
Compte de prêts	20,8	20,8	-	0,0%	Compte de prêts	20,8	20,8 - 0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-	0,0%	Compte d'avances	0,8	0,8 - 0,0%
Compte de garanties et aval	4,4	4,4	-	0,0%	Compte de garanties et aval	4,4	4,4 - 0,0%
RECETTES CST	219,7	215,4	- 4,3	-1,9%	DEPENSES CST	219,7	215,4 - 4,3 -1,9%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	5 014,3	4 884,3	- 130,0	-2,6%	TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	6 614,8	6 580,2 - 34,5 -0,5%
OPERATIONS DE TRESORERIE							
COUVERTURE DU BESOIN				BESOIN DE FINANCEMENT			
Emprunts projets	967,0	1 335,9	368,9	38,1%	Amortissement de la dette	2 923,4	3 384,1 460,7 15,8%
Surfinancement prévisionnel à reporter	-	-	-		Déficit budgétaire	1 600,4	1 695,9 95,5 6,0%
Emprunts programmes	595,4	595,4	- 0,0	0,0%	Déficit OPEX	50,0	50,0 - 0,0%
Autres emprunts	3 011,5	3 784,3	772,9	25,7%	Arriérés sur ressources intérieurs et extérieurs	500,9	
					Emprunts rétrocédés	84,7	
TOTAL OPERATIONS DE TRESORERIE	4 573,9	5 715,5	1 141,7	25,0%		4 573,9	5 715,5 1 141,7 25,0%
TOTAL RESSOURCES	9 588,2	10 599,9	1 011,7	10,6%	TOTAL CHARGES	9 588,2	10 599,9 1 011,7 10,6%

II- Pour la présente loi de finances rectificative, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie arrêté à 5 715 540 000 000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances rectificative.

III- Pour la présente loi de finances rectificative, le Ministre chargé des Finances est autorisé à :

- contracter des emprunts, y compris par voie d'émission de titres, à long et moyen termes libellés en FCFA ou en devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie, pour un montant total de 5 700 650 000 000 FCFA ;*
- recevoir des dons au nom de l'État du Sénégal pour 286 600 000 000 FCFA ;*
- de manière générale, assurer la gestion active de la dette et de la trésorerie de l'Etat, y compris à travers des opérations de gestion de passif ou sur produits dérivés.*

Ces opérations pourront être contractées soit sur le marché national ou régional, soit sur le marché international auprès de pays ou d'institutions étrangères ou internationales, publiques ou privées, à des conditions fixées par décret ou par convention.

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 13 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 6 668 034 136 360 FCFA et 4 895 582 521 182 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 14 MODIFIE : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

« Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, sont fixés pour chacun à 215 417 250 000 FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III ».

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 15 MODIFIE : Dotations des institutions constitutionnelles

« Les crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 156 255 145 551 FCFA en autorisations d'engagement et 148 190 466 218 FCFA en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

ARTICLE 16 MODIFIE : Dotation des charges communes

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances rectificative pour l'année 2025 au titre des charges communes est fixé à la somme de 1 032 666 385 330 FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 263 962 012 ».

600 FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 17 MODIFIE : charges financières de la dette publique

« Les crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour l'année 2025, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 1 057 083 000 000 FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 41 MODIFIE : Répartition des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures

« Les clefs de répartition des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures pour l'année 2025 sont :

- Budget général : 74,5%
- Fonds intergénérationnel : 10%
- Fonds de stabilisation : 15,5%

Le taux de change utilisé pour les prévisions des recettes d'hydrocarbure pour l'année 2025 est de 585,7FCFA pour un (01) dollar US.

Le montant plafond d'accumulation du fonds de stabilisation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°2022-09 du 19 avril 2022, est fixé à **67,86** milliards de FCFA. »

Article 42 : Ratification de décret d'avance

« Est ratifié le décret d'avance n° 2025-588 du 02 avril 2025 portant ouverture de crédits à titre d'avance au budget général de l'État au titre de l'exercice 2025 ».

Article 43 : Intégration dans la comptabilité générale de l'Etat de l'encours des dettes bancaires et dettes non financières hors autorisations parlementaires

« Sont autorisées l'intégration et la régularisation dans les comptes de l'Etat, des dettes bancaires et dettes non financières hors autorisations parlementaires ainsi qu'il suit :

➤ Sur ressources intérieures :

- au titre de la dette bancaire pour un montant de 2 242 610 000 000 FCFA ;
- au titre de la dette non financière :
 - concernant le secteur de l'énergie pour un montant de 146 300 000 000 FCFA ;

- *concernant le secteur des BTP pour un montant de 105 100 000 000 FCFA.*

➤ ***Sur ressources extérieures :***

- *au titre des emprunts-projets pour un montant de 249 500 000 000 FCFA.*

L'intégration et la régularisation de ces opérations ainsi que les charges qui peuvent leur être rattachées seront effectuées au titre de la gestion 2024 dans les livres ouverts chez les comptables supérieurs directs du trésor et participeront à la formation des résultats tels que prescrits par les lois et règlements ».

ANNEXES

ANNEXE I MODIFIEE : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE

En milliards de FCFA

Nature de recettes	LFI 2025	LF 2025	Delta (LFI 2025/PLFR 2025)	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfices et gains en capital	603,7	570,2	-33,5	-5,5%
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	892,0	842,5	-49,5	-5,5%
R_713 - Impôts sur le patrimoine	51,2	48,3	-2,8	-5,5%
R_714 - Autres impôts directs	3,9	3,7	-0,2	-5,5%
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	1550,8	1464,7	-86,1	-5,5%
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	2049,0	1912,5	-136,5	-6,7%
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	146,6	138,4	-8,1	-5,5%
R_717 - Droits et taxes à l'importation	523,3	503,5	-19,8	-3,8%
R_719 - Autres recettes fiscales	90,0	80,5	-9,5	-10,6%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	2808,8	2634,9	-173,9	-6,2%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	4359,6	4099,6	-260,0	-6,0%
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine (y compris revenu du pétrole)	118,8	191,3	72,6	61,1%
R_729 - Autres recettes non fiscales	1,2	1,5	0,3	27,5%
RECETTES NON FISCALES (R_72)	120,0	192,9	72,9	60,8%
R_773 - Dividendes	52,2	67,1	14,9	28,5%
R_774 - Revenus des titres de placements	0,00	0,00	0,0	0,00%
R_775 - Commissions à caractères financiers	16,6	21,2	4,6	27,5%
R_776 - Gains de change	0,00	0,00	0,0	0,00%
R_779 - Autres produits financiers	1,2	1,6	0,3	27,5%
PRODUITS FINANCIERS (77)	70,1	89,8	19,8	28,2%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74)	4549,6	4382,3	-167,3	-3,7%
R_742 Dons projets	200,0	241,6	41,6	20,8%
R_741 Dons Programmes et legs	45,0	45,0	0,0	0,0%
RESSOURCES EXTERIEURES (74)	245,0	286,6	41,6	17,0%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+77)	4794,6	4668,9	-125,7	-2,6%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	219,7	215,4	-4,3	-1,9%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + CST)	5014,3	4884,3	-130,0	-2,6%

ANNEXE I BIS MODIFIEE : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En FCFA

LIBELLES	LFR 2025 RECETTES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	
Fonds National de retraite	167 100 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	3 500 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	800 000 000
Fonds intergénérationnel	6 825 000 000
Fonds de stabilisation	10 578 750 000
s/total	189 003 750 000
COMPTES DE COMMERCE	
Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées	150 000 000
Compte de commerce de la Police	140 000 000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire	200 000 000
s/total	490 000 000
COMPTES DE PRETS	
prêts aux Collectivités territoriales	800 000 000
prêts à divers particuliers	19 950 000 000
<i>dont intérêts sur prêts bonifiés</i>	<i>5 000 000 000</i>
s/total	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	
Avance à 1 an aux collectivités territoriales	800 000 000
s/total	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	
Garanties et avals	4 373 500 000
s/total	4 373 500 000
RECAPITULATION GENERALE	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	189 003 750 000
COMPTES DE COMMERCE	490 000 000
COMPTES DE PRETS	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	4 373 500 000
TOTAL	215 417 250 000

ANNEXE II MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES


En FCFA

République du Sénégal																	
Projet Première Loi de Finances Rectificative 2025																	
TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP INSCRITS - RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES																	
Budget			Type de financement		Catégorie de dépense	Crédits incrits en LFI 2025		Projet LFR - Crédits AE/CP inscrits						ECART			
														AE		CP	
						AE	CP	AE-SVR	AE-MN	TOTAL AE	CP-SVR	CP-MN	TOTAL CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
Budget général	Ressources internes	Ressources hors hydrocarbures	1 Charges financières de la dette	932 083 300 000	932 083 300 000	1 057 083 000 000	0	1 057 083 000 000	1 057 083 000 000	0	1 057 083 000 000	124 999 700 000	13,4	124 999 700 000	13,4		
			2 Dépenses de personnel	1 485 535 000 000	1 485 535 000 000	1 485 535 000 000	0	1 485 535 000 000	1 485 535 000 000	0	1 485 535 000 000	0	0	0	0		
			3 Acquisition de biens et services	549 405 174 385	420 465 000 000	523 763 169 733	13 560 080 408	537 323 250 141	405 966 936 483	9 790 080 408	415 757 016 891	-12 081 924 244	-2,2	-4 707 983 109	-1,1		
			4 Transferts courants	1 510 000 000 000	1 510 000 000 000	1 418 585 171 776	55 737 811 333	1 474 322 983 109	1 414 585 171 776	55 737 811 333	1 470 322 983 109	-35 677 016 891	-2,4	-39 677 016 891	-2,1		
			5 Investissements exécutés par l'Etat	1 412 541 624 851	302 679 873 655	522 632 530 324	164 719 476 478	687 352 006 802	141 882 837 012	7 333 900 380	149 216 737 392	-725 189 618 049	-51,3	-153 463 136 263	-50,7		
			6 Transferts en capital	986 321 423 577	577 320 126 345	858 302 636 261	185 131 366 351	1 043 434 002 612	411 370 823 322	26 332 439 286	437 703 262 608	57 112 579 035	5,8	-139 616 863 737	-24,2		
			Total Ressources hors hydrocarbures	6 875 886 522 813	5 228 083 300 000	5 865 901 508 094	419 148 734 570	6 285 050 242 664	4 916 423 768 593	99 194 231 407	5 015 618 000 000	-590 836 280 149	-8,6	-212 465 300 000	-4,1		
			Total Ressources internes	6 875 886 522 813	5 228 083 300 000	5 865 901 508 094	419 148 734 570	6 285 050 242 664	4 916 423 768 593	99 194 231 407	5 015 618 000 000	-590 836 280 149	-8,6	-212 465 300 000	-4,1		
	Ressources extérieures	Dons extérieurs	5 Investissements exécutés par l'Etat	225 784 670 893	200 000 000 000	272 728 041 934	25 845 930 769	298 573 972 703	241 400 000 000	200 000 000	241 600 000 000	72 789 301 810	32,2	41 600 000 000	20,8		
			Total Dons extérieurs	225 784 670 893	200 000 000 000	272 728 041 934	25 845 930 769	298 573 972 703	241 400 000 000	200 000 000	241 600 000 000	72 789 301 810	32,2	41 600 000 000	20,8		
		Prêts extérieurs	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 234 682 489 204	882 476 305 938	1 906 418 987 245	279 010 867 393	2 185 429 854 638	1 013 479 013 740	0	1 013 479 013 740	950 747 365 434	77,0	131 002 707 802	14,8		
			6 Transferts en capital	84 523 694 062	84 523 694 062	144 984 597 236	0	144 984 597 236	94 120 986 260	0	94 120 986 260	60 460 903 174	71,5	9 597 292 198	11,4		
			Total Prêts extérieurs	1 319 206 183 266	967 000 000 000	2 051 403 584 481	279 010 867 393	2 330 414 451 874	1 107 600 000 000	0	1 107 600 000 000	76,7	140 600 000 000	14,5			
		Total Ressources extérieures	1 544 990 854 159	1 167 000 000 000	2 324 131 626 415	304 856 798 162	2 628 988 424 577	1 349 000 000 000	200 000 000	1 349 200 000 000	70,2	182 200 000 000	15,6				
	Total Budget GEN			8 420 877 376 972	6 395 083 300 000	8 190 033 134 509	724 005 532 732	8 914 038 667 241	6 265 423 768 593	99 394 231 407	6 364 818 000 000	493 161 290 268	5,9	-30 265 300 000	-0,4		
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	Ressources hors hydrocarbures	2 Dépenses de personnel	714 000 000	714 000 000	714 000 000	0	714 000 000	714 000 000	0	714 000 000	0	0	0	0		
			3 Acquisition de biens et services	1 347 000 000	1 347 000 000	1 347 000 000	0	1 347 000 000	1 347 000 000	0	1 347 000 000	0	0	0	0		
			4 Transferts courants	182 532 690 000	182 532 690 000	178 678 750 000	0	178 678 750 000	178 678 750 000	0	178 678 750 000	-3 853 940 000	-2,1	-3 853 940 000	-2,1		
			5 Investissements exécutés par l'Etat	35 103 010 000	35 103 010 000	27 852 500 000	0	27 852 500 000	27 852 500 000	0	27 852 500 000	-7 250 510 000	-20,7	-7 250 510 000	-20,7		
			6 Transferts en capital	0	0	6 825 000 000	0	6 825 000 000	6 825 000 000	0	6 825 000 000	6 825 000 000	0	6 825 000 000	0		
			Total Ressources hors hydrocarbures	219 696 700 000	219 696 700 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	-4 279 450 000	-1,9	-4 279 450 000	-1,1		
			Total Ressources internes	219 696 700 000	219 696 700 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	-4 279 450 000	-1,9	-4 279 450 000	-1,1		
			Total Budget CST	219 696 700 000	219 696 700 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	215 417 250 000	0	215 417 250 000	-4 279 450 000	-1,9	-4 279 450 000	-1,1		
TOTAL GENERAL			8 640 574 076 972	6 614 780 000 000	8 405 450 384 509	724 005 532 732	9 129 455 917 241	6 480 841 018 593	99 394 231 407	6 580 235 250 000	488 881 840 268	5,7	-34 544 750 000	-0,4			

ANNEXE III MODIFIEE : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

En FCFA

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	932 083 300 000	932 083 300 000	1 057 083 000 000	1 057 083 000 000	124 999 700 000	13,4	124 999 700 000	13,4
		Total Prog. 0001	932 083 300 000	932 083 300 000	1 057 083 000 000	1 057 083 000 000	124 999 700 000	13,4	124 999 700 000	13,4
	Total Section 10			932 083 300 000	932 083 300 000	1 057 083 000 000	1 057 083 000 000	124 999 700 000	13,4	124 999 700 000
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	22 025 207 224	22 025 207 224	22 025 207 224	22 025 207 224	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 058 723 146	7 058 723 146	6 713 415 203	6 713 415 203	-345 307 943	-4,9	-345 307 943	-4,9
		4 Transferts courants	37 029 177 034	37 029 177 034	39 922 177 034	39 922 177 034	2 893 000 000	7,8	2 893 000 000	7,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	2 000 000 000	467 249 980	467 249 980	-1 532 750 020	-76,6	-1 532 750 020	-76,6
		6 Transferts en capital	2 446 000 000	2 446 000 000	4 535 520 000	2 535 520 000	2 089 520 000	85,4	89 520 000	3,7
		Total Prog. 0002	70 559 107 404	70 559 107 404	73 663 569 441	71 663 569 441	3 104 462 037	4,4	1 104 462 037	1,6
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	79 000 000	79 000 000	79 000 000	79 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	381 000 000	381 000 000	381 000 000	381 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	340 000 000	340 000 000	340 000 000	340 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3001	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0
	3008 Fonds intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 250 510 000	7 250 510 000	0	0	-7 250 510 000	-100	-7 250 510 000	-100
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 3008	7 250 510 000	7 250 510 000	0	0	-7 250 510 000	-100	-7 250 510 000	-100
	Total Section 21			78 609 617 404	78 609 617 404	74 463 569 441	72 463 569 441	-4 146 047 963	-5,3	-6 146 047 963
22 Assemblée Nationale	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	21 474 015 137	21 474 015 137	20 781 015 137	20 781 015 137	-693 000 000	-3,2	-693 000 000	-3,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	0	0	9 096 884 000	3 032 204 667	9 096 884 000	0	3 032 204 667	0
		Total Prog. 0003	22 474 015 137	22 474 015 137	30 877 899 137	24 813 219 804	8 403 884 000	37,4	2 339 204 667	10,4
	Total Section 22			22 474 015 137	22 474 015 137	30 877 899 137	24 813 219 804	8 403 884 000	37,4	2 339 204 667



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	3 770 520 142	3 770 520 142	0	0	-3 770 520 142	-100	-3 770 520 142	-100
		Total Prog. 0005	3 770 520 142	3 770 520 142	0	0	-3 770 520 142	-100	-3 770 520 142	-100
	Total Section 24		3 770 520 142	3 770 520 142	0	0	-3 770 520 142	-100	-3 770 520 142	-100
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	503 826 065	503 826 065	503 826 065	503 826 065	0	0	0	0
		4 Transferts courants	950 000 000	950 000 000	900 000 000	900 000 000	-50 000 000	-5,3	-50 000 000	-5,3
		Total Prog. 0006	1 453 826 065	1 453 826 065	1 403 826 065	1 403 826 065	-50 000 000	-3,4	-50 000 000	-3,4
	Total Section 25		1 453 826 065	1 453 826 065	1 403 826 065	1 403 826 065	-50 000 000	-3,4	-50 000 000	-3,4
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 839 993 426	1 839 993 426	1 839 993 426	1 839 993 426	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000	2 850 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	400 000 000	400 000 000	0	0	-400 000 000	-100	-400 000 000	-100
		Total Prog. 0007	5 089 993 426	5 089 993 426	4 689 993 426	4 689 993 426	-400 000 000	-7,9	-400 000 000	-7,9
	Total Section 27		5 089 993 426	5 089 993 426	4 689 993 426	4 689 993 426	-400 000 000	-7,9	-400 000 000	-7,9
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	3 644 519 292	3 644 519 292	3 644 519 292	3 644 519 292	0	0	0	0
		4 Transferts courants	10 368 187 500	10 368 187 500	10 368 187 500	10 368 187 500	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 0008	14 512 706 792	14 512 706 792	14 512 706 792	14 512 706 792	0	0	0	0
	Total Section 28		14 512 706 792	14 512 706 792	14 512 706 792	14 512 706 792	0	0	0	0
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	3 905 000 000	3 905 000 000	0	0	-3 905 000 000	-100	-3 905 000 000	-100
		Total Prog. 0013	3 905 000 000	3 905 000 000	0	0	-3 905 000 000	-100	-3 905 000 000	-100
	Total Section 29		3 905 000 000	3 905 000 000	0	0	-3 905 000 000	-100	-3 905 000 000	-100
30 Primature	0009 Primature	2 Dépenses de personnel	5 369 662 485	5 369 662 485	5 369 662 485	5 369 662 485	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 359 888 940	6 359 888 940	6 302 976 900	6 302 976 900	-56 912 040	-0,9	-56 912 040	-0,9
		4 Transferts courants	5 770 000 000	5 770 000 000	8 235 500 000	8 235 500 000	2 465 500 000	42,7	2 465 500 000	42,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 907 265 920	5 907 265 920	9 749 011 305	9 749 011 305	3 841 745 385	65,0	3 841 745 385	65,0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
30 Primature	0009 Primature	6 Transferts en capital	1 600 000 000	1 600 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-150 000 000	-9,4	-150 000 000	-9,4
		Total Prog. 0009	25 006 817 345	25 006 817 345	31 107 150 690	31 107 150 690	6 100 333 345	24,4	6 100 333 345	24,4
	Total Section 30		25 006 817 345	25 006 817 345	31 107 150 690	31 107 150 690	6 100 333 345	24,4	6 100 333 345	24,4
31 Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 320 103 282	2 320 103 282	2 534 917 732	2 534 917 732	214 814 450	9,3	214 814 450	9,3
		3 Acquisition de biens et services	9 859 223 292	9 859 223 292	10 484 760 167	10 484 760 167	625 536 875	6,3	625 536 875	6,3
		4 Transferts courants	1 373 814 000	1 373 814 000	1 623 814 000	1 623 814 000	250 000 000	18,2	250 000 000	18,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 240 000 000	11 240 000 000	5 066 000 000	5 066 000 000	-6 174 000 000	-54,9	-6 174 000 000	-54,9
		Total Prog. 1001	24 793 140 574	24 793 140 574	19 709 491 899	19 709 491 899	-5 083 648 675	-20,5	-5 083 648 675	-20,5
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	12 509 710 000	12 509 710 000	12 779 710 000	12 779 710 000	270 000 000	2,2	270 000 000	2,2
		3 Acquisition de biens et services	35 058 389 350	35 058 389 350	36 076 146 959	36 076 146 959	1 017 757 609	2,9	1 017 757 609	2,9
		4 Transferts courants	2 976 549 950	2 976 549 950	2 976 549 950	2 976 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 075 000 000	1 075 000 000	1 176 000 000	1 176 000 000	101 000 000	9,4	101 000 000	9,4
		Total Prog. 2001	51 619 649 300	51 619 649 300	53 008 406 909	53 008 406 909	1 388 757 609	2,7	1 388 757 609	2,7
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	124 854 000	124 854 000	124 854 000	124 854 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	46 759 607	46 759 607	5 250 000	5 250 000	-41 509 607	-88,8	-41 509 607	-88,8
		Total Prog. 2002	171 613 607	171 613 607	130 104 000	130 104 000	-41 509 607	-24,2	-41 509 607	-24,2
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	462 441 000	462 441 000	820 390 520	820 390 520	357 949 520	77,4	357 949 520	77,4
		3 Acquisition de biens et services	690 700 344	690 700 344	424 470 795	424 470 795	-266 229 549	-38,5	-266 229 549	-38,5
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2003	2 853 141 344	2 853 141 344	2 944 861 315	2 944 861 315	91 719 971	3,2	91 719 971	3,2
	Total Section 31		79 437 544 825	79 437 544 825	75 792 864 123	75 792 864 123	-3 644 680 702	-4,6	-3 644 680 702	-4,6



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART				
							AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 667 315 000	5 667 315 000	5 667 315 000	5 667 315 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 124 875 168	3 124 875 168	2 950 889 657	2 950 889 657	-173 985 511	-5,6	-173 985 511	-5,6	
		4 Transferts courants	4 859 480 000	4 859 480 000	16 063 480 000	16 063 480 000	11 204 000 000	230,6	11 204 000 000	230,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	51 800 000 000	0	51 800 000 000	0	0	0	
		6 Transferts en capital	3 264 000 000	3 264 000 000	6 388 000 000	6 388 000 000	3 124 000 000	95,7	3 124 000 000	95,7	
		Total Prog. 1002	16 915 670 168	16 915 670 168	82 869 684 657	31 069 684 657	65 954 014 489	389,9	14 154 014 489	83,7	
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	126 643 344 477	126 643 344 477	126 643 344 477	126 643 344 477	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	30 144 911 898	30 144 911 898	37 329 707 519	33 559 707 519	7 184 795 621	23,8	3 414 795 621	11,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	25 299 000 000	25 299 000 000	15 667 556 794	15 667 556 794	-9 631 443 206	-38,1	-9 631 443 206	-38,1	
		6 Transferts en capital	802 300 000	802 300 000	15 877 300 000	4 052 300 000	15 075 000 000	1879,0	3 250 000 000	405,1	
		Total Prog. 2005	182 889 556 375	182 889 556 375	195 517 908 790	179 922 908 790	12 628 352 415	6,9	-2 966 647 585	-1,6	
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	92 285 005 000	92 285 005 000	92 285 005 000	92 285 005 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	13 599 497 631	13 599 497 631	17 849 336 520	17 849 336 520	4 249 838 889	31,2	4 249 838 889	31,2	
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 300 000 000	9 300 000 000	9 744 100 000	8 300 000 000	444 100 000	4,8	-1 000 000 000	-10,8	
		Total Prog. 2008	115 244 502 631	115 244 502 631	119 938 441 520	118 494 341 520	4 693 938 889	4,1	3 249 838 889	2,8	
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3002	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 32			315 199 729 174	315 199 729 174	398 476 034 967	329 636 934 967	83 276 305 793	26,4	14 437 205 793	4,6
	33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 659 252 113	2 659 252 113	2 659 252 113	2 659 252 113	0	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			2 552 921 214	2 552 921 214	2 428 325 209	2 428 325 209	-124 596 005	-4,9	-124 596 005	-4,9	
5 Investissements exécutés par l'Etat			1 795 897 553	1 795 897 553	1 653 042 266	1 553 042 266	-142 855 287	-8,0	-242 855 287	-13,5	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Total Prog. 1003	7 008 070 880	7 008 070 880	6 740 619 588	6 640 619 588	-267 451 292	-3,8	-367 451 292	-5,2
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	77 159 187 007	77 159 187 007	77 159 187 007	77 159 187 007	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 526 500 688	9 526 500 688	10 130 756 553	10 130 756 553	604 255 865	6,3	604 255 865	6,3
		4 Transferts courants	21 376 219 060	21 376 219 060	25 655 806 536	25 655 806 536	4 279 587 476	20,0	4 279 587 476	20,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	39 132 833 604	20 132 833 604	111 641 142 244	25 901 183 413	72 508 308 640	185,3	5 768 349 809	28,7
		Total Prog. 2009	147 194 740 359	147 194 740 359	224 586 892 340	138 846 933 509	77 392 151 981	52,6	10 652 193 150	7,2
		2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	31 969 851 860	31 969 851 860	31 969 851 860	31 969 851 860	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		3 316 743 958	3 316 743 958	3 300 416 745	3 300 416 745	-16 327 213	-0,5	-16 327 213	-0,5
	4 Transferts courants		2 140 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	2 140 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		6 137 850 883	6 137 850 883	7 199 272 713	7 199 272 713	1 061 421 830	17,3	1 061 421 830	17,3
	Total Prog. 2010		43 564 446 701	43 564 446 701	44 609 541 318	44 609 541 318	1 045 094 617	2,4	1 045 094 617	2,4
	2011 Administration territoriale		2 Dépenses de personnel	5 047 305 000	5 047 305 000	5 047 305 000	5 047 305 000	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 437 669 011	2 437 669 011	2 403 843 925	2 403 843 925	-33 825 086	-1,4	-33 825 086	-1,4
		4 Transferts courants	7 100 000 000	7 100 000 000	7 100 000 000	7 100 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	700 000 000	700 000 000	699 801 140	699 801 140	-198 860	0	-198 860	0
		Total Prog. 2011	15 284 974 011	15 284 974 011	15 250 950 065	15 250 950 065	-34 023 946	-0,2	-34 023 946	-0,2
		2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	301 776 000	301 776 000	301 776 000	301 776 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		4 965 000 000	4 965 000 000	4 911 628 686	4 911 628 686	-53 371 314	-1,1	-53 371 314	-1,1
	4 Transferts courants		2 294 000 000	2 294 000 000	2 794 000 000	2 794 000 000	500 000 000	21,8	500 000 000	21,8
	6 Transferts en capital		2 465 400 000	2 465 400 000	1 465 400 000	1 465 400 000	-1 000 000 000	-40,6	-1 000 000 000	-40,6
Total Prog. 2012	10 026 176 000		10 026 176 000	9 472 804 686	9 472 804 686	-553 371 314	-5,5	-553 371 314	-5,5	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART				
							AE		CP		
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0	
	3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3010	140 000 000	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	0	0	0	
	Total Section 33		223 418 407 951	204 418 407 951	301 000 807 997	215 160 849 166	77 582 400 046	34,7	10 742 441 215	5,3	
	34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	3 125 294 794	3 125 294 794	3 125 294 794	3 125 294 794	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	796 390 694	796 390 694	743 837 352	743 837 352	-52 553 342	-6,6	-52 553 342	-6,6
4 Transferts courants			8 173 705 751	8 173 705 751	8 174 967 156	8 174 967 156	1 261 405	0	1 261 405	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			11 705 920 000	1 750 000 000	12 700 410 000	1 318 747 300	994 490 000	8,5	-431 252 700	-24,6	
6 Transferts en capital			20 000 000 000	20 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	-15 000 000 000	-75	-15 000 000 000	-75	
Total Prog. 1004			43 801 311 239	43 801 311 239	29 744 509 302	18 362 846 602	-14 056 801 937	-32,1	-15 482 544 637	-35,3	
2014 Justice judiciaire		2 Dépenses de personnel	18 598 212 240	18 598 212 240	18 598 212 240	18 598 212 240	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 984 664 974	3 984 664 974	4 004 927 748	4 004 927 748	20 262 774	0,5	20 262 774	0,5	
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 447 365 130	6 487 365 130	5 729 809 908	4 396 309 908	-1 717 555 222	-23,1	-2 091 055 222	-32,2	
		6 Transferts en capital	0	0	404 752 000	404 752 000	404 752 000	0	404 752 000	0	
		Total Prog. 2014	31 630 242 344	31 630 242 344	30 337 701 896	29 004 201 896	-1 292 540 448	-4,1	-1 666 040 448	-5,3	
2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant		2 Dépenses de personnel	2 594 864 560	2 594 864 560	2 594 864 560	2 594 864 560	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	2 231 923 497	2 231 923 497	2 266 149 489	2 266 149 489	34 225 992	1,5	34 225 992	1,5	
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	5 Investissements exécutés par l'Etat	601 000 000	601 000 000	380 999 388	380 999 388	-220 000 612	-36,6	-220 000 612	-36,6
		Total Prog. 2015	6 327 788 057	6 327 788 057	6 142 013 437	6 142 013 437	-185 774 620	-2,9	-185 774 620	-2,9
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	12 980 181 020	12 980 181 020	12 980 181 020	12 980 181 020	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	7 868 843 746	7 868 843 746	7 887 978 317	7 887 978 317	19 134 571	0,2	19 134 571	0,2
		4 Transferts courants	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 225 000 000	3 045 000 000	9 147 043 952	2 967 043 952	-77 956 048	-0,8	-77 956 048	-2,6
		6 Transferts en capital	0	0	5 495 290 400	200 000 000	5 495 290 400	0	200 000 000	0
		Total Prog. 2016	31 274 024 766	31 274 024 766	36 710 493 689	25 235 203 289	5 436 468 923	17,4	141 178 523	0,5
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	366 148 000	366 148 000	366 148 000	366 148 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	598 435 055	598 435 055	752 748 148	752 748 148	154 313 093	25,8	154 313 093	25,8
		4 Transferts courants	692 331 600	692 331 600	581 884 210	581 884 210	-110 447 390	-16,0	-110 447 390	-16,0
		Total Prog. 2100	1 656 914 655	1 656 914 655	1 700 780 358	1 700 780 358	43 865 703	2,6	43 865 703	2,6
	3011 Compte de Commerce Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3011	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
	Total Section 34		114 890 281 061	97 794 361 061	104 835 498 682	80 645 045 582	-10 054 782 379	-8,8	-17 149 315 479	-17,5
35 Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	641 666 206	641 666 206	641 666 206	641 666 206	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	658 065 126	658 065 126	583 128 814	583 128 814	-74 936 312	-11,4	-74 936 312	-11,4
		4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 000 000 000	1 000 000 000	656 238 735	656 238 735	-343 761 265	-34,4	-343 761 265	-34,4
		Total Prog. 1005	2 399 731 332	2 399 731 332	1 981 033 755	1 981 033 755	-418 697 577	-17,4	-418 697 577	-17,4
	2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel	1 753 467 000	1 753 467 000	1 753 467 000	1 753 467 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	762 503 306	762 503 306	761 347 166	761 347 166	-1 156 140	-0,2	-1 156 140	-0,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
35 Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	2017 Fonction publique	4 Transferts courants	595 000 000	595 000 000	945 000 000	945 000 000	350 000 000	58,8	350 000 000	58,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	545 139 600	545 139 600	532 548 040	532 548 040	-12 591 560	-2,3	-12 591 560	-2,3
		Total Prog. 2017	3 656 109 906	3 656 109 906	3 992 362 206	3 992 362 206	336 252 300	9,2	336 252 300	9,2
	2018 Renouveau du service public	2 Dépenses de personnel	463 199 000	463 199 000	463 199 000	463 199 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	254 070 281	254 070 281	248 386 608	248 386 608	-5 683 673	-2,2	-5 683 673	-2,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 100 000 000	1 100 000 000	876 852 909	876 852 909	-223 147 091	-20,3	-223 147 091	-20,3
		Total Prog. 2018	1 817 269 281	1 817 269 281	1 588 438 517	1 588 438 517	-228 830 764	-12,6	-228 830 764	-12,6
	Total Section 35		7 873 110 519	7 873 110 519	7 561 834 478	7 561 834 478	-311 276 041	-4,0	-311 276 041	-4,0
	37 Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	1006 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	598 948 075	598 948 075	598 948 075	598 948 075	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 220 696 625	1 220 696 625	1 201 042 025	1 201 042 025	-19 654 600	-1,6	-19 654 600	-1,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	245 000 000	245 000 000	228 125 278	228 125 278	-16 874 722	-6,9	-16 874 722	-6,9
		Total Prog. 1006	2 064 644 700	2 064 644 700	2 028 115 378	2 028 115 378	-36 529 322	-1,8	-36 529 322	-1,8
	2019 Gouvernance du marché du travail	2 Dépenses de personnel	907 930 000	907 930 000	907 930 000	907 930 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 592 441 956	1 592 441 956	1 344 430 826	1 344 430 826	-248 011 130	-15,6	-248 011 130	-15,6
		4 Transferts courants	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2019	3 050 371 956	3 050 371 956	2 802 360 826	2 802 360 826	-248 011 130	-8,1	-248 011 130	-8,1
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	76 044 000	76 044 000	76 044 000	76 044 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	140 199 685	140 199 685	187 272 029	187 272 029	47 072 344	33,6	47 072 344	33,6
		4 Transferts courants	5 000 000 000	5 000 000 000	5 050 000 000	5 050 000 000	50 000 000	1	50 000 000	1
		Total Prog. 2103	5 216 243 685	5 216 243 685	5 313 316 029	5 313 316 029	97 072 344	1,9	97 072 344	1,9
	2107 Protection sociale des travailleurs	2 Dépenses de personnel	210 904 000	210 904 000	210 904 000	210 904 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	204 449 618	204 449 618	183 421 730	183 421 730	-21 027 888	-10,3	-21 027 888	-10,3



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
37 Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	2107 Protection sociale des travailleurs	4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	250 000 000	250 000 000	161 253 953	161 253 953	-88 746 047	-35,5	-88 746 047	-35,5
		Total Prog. 2107	765 353 618	765 353 618	655 579 683	655 579 683	-109 773 935	-14,3	-109 773 935	-14,3
	Total Section 37		11 096 613 959	11 096 613 959	10 799 371 916	10 799 371 916	-297 242 043	-2,7	-297 242 043	-2,7
40 Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	423 352 758	423 352 758	423 352 758	423 352 758	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	371 753 399	371 753 399	355 106 575	355 106 575	-16 646 824	-4,5	-16 646 824	-4,5
		4 Transferts courants	1 176 425 172	1 176 425 172	1 176 425 172	1 176 425 172	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	822 109 653	822 109 253	370 000 628	370 000 228	-452 109 025	-55,0	-452 109 025	-55,0
		Total Prog. 1008	2 793 640 982	2 793 640 982	2 324 885 133	2 324 884 733	-468 755 849	-16,8	-468 755 849	-16,8
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	2 324 042 900	2 324 042 900	2 324 042 900	2 324 042 900	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	434 364 915	434 364 915	422 023 104	422 023 104	-12 341 811	-2,8	-12 341 811	-2,8
		4 Transferts courants	2 374 512 000	2 374 512 000	2 374 512 000	2 374 512 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	16 213 706 146	12 285 231 146	16 313 151 824	11 360 426 824	99 445 678	0,6	-924 804 322	-7,5
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 000 000 000	0	0	-500 000 000	-33,3
		Total Prog. 2023	22 846 625 961	22 846 625 961	22 933 729 828	17 481 004 828	87 103 867	0,4	-1 437 146 133	-6,3
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	100 409 000	100 409 000	100 409 000	100 409 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	35 777 145	35 777 145	33 610 039	33 610 039	-2 167 106	-6,1	-2 167 106	-6,1
		4 Transferts courants	8 277 939 300	8 277 939 300	8 277 939 300	8 277 939 300	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 363 724 609	5 363 724 609	6 905 216 994	6 905 216 994	1 541 492 385	28,7	1 541 492 385	28,7
		6 Transferts en capital	1 050 000 000	1 050 000 000	600 000 000	600 000 000	-450 000 000	-42,9	-450 000 000	-42,9
		Total Prog. 2024	14 827 850 054	14 827 850 054	15 917 175 333	15 917 175 333	1 089 325 279	7,3	1 089 325 279	7,3



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	635 000 000	635 000 000	635 000 000	635 000 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	365 000 000	365 000 000	365 000 000	365 000 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3004	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0	0	0	0
	Total Section 40		43 968 116 997	40 039 641 597	44 675 790 294	39 223 064 894	707 673 297	1,6	-816 576 703	-2,0
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	4 861 998 572	4 861 998 572	4 861 998 572	4 861 998 572	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 930 104 259	2 930 104 259	4 299 905 652	4 299 905 652	1 369 801 393	46,7	1 369 801 393	46,7
		4 Transferts courants	442 840 473 599	442 840 473 599	419 975 289 979	419 975 289 979	-22 865 183 620	-5,2	-22 865 183 620	-5,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 795 000 000	6 795 000 000	1 795 000 000	1 795 000 000	-5 000 000 000	-73,6	-5 000 000 000	-73,6
		6 Transferts en capital	8 883 000 000	8 883 000 000	13 783 000 000	13 783 000 000	4 900 000 000	55,2	4 900 000 000	55,2
		Total Prog. 1011	466 310 576 430	466 310 576 430	444 715 194 203	444 715 194 203	-21 595 382 227	-4,6	-21 595 382 227	-4,6
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	16 392 395 800	16 392 395 800	16 392 395 800	16 392 395 800	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 004 872 230	2 004 872 230	1 921 175 651	1 921 175 651	-83 696 579	-4,2	-83 696 579	-4,2
		4 Transferts courants	5 051 451 316	5 051 451 316	8 051 451 316	8 051 451 316	3 000 000 000	59,4	3 000 000 000	59,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	6 750 000 000	6 750 000 000	9 509 000 000	4 750 000 000	2 759 000 000	40,9	-2 000 000 000	-29,6
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2032	55 198 719 346	55 198 719 346	60 874 022 767	56 115 022 767	5 675 303 421	10,3	916 303 421	1,7
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	4 109 598 000	4 109 598 000	4 109 598 000	4 109 598 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	4 259 443 334	4 259 443 334	4 229 017 412	4 229 017 412	-30 425 922	-0,7	-30 425 922	-0,7
		4 Transferts courants	5 242 400 000	5 242 400 000	3 242 400 000	3 242 400 000	-2 000 000 000	-38,2	-2 000 000 000	-38,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	5 Investissements exécutés par l'Etat	31 420 020 357	6 584 120 357	31 597 060 757	6 761 160 757	177 040 400	0,6	177 040 400	2,7
		6 Transferts en capital	16 680 000 000	16 680 000 000	14 151 484 012	14 151 484 012	-2 528 515 988	-15,2	-2 528 515 988	-15,2
		Total Prog. 2035	61 711 461 691	61 711 461 691	57 329 560 181	32 493 660 181	-4 381 901 510	-7,1	-4 381 901 510	-7,1
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	6 991 145 000	6 991 145 000	6 991 145 000	6 991 145 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 706 383 768	2 706 383 768	2 635 018 233	2 635 018 233	-71 365 535	-2,6	-71 365 535	-2,6
		4 Transferts courants	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 250 000 000	1 250 000 000	711 737 746	524 237 746	-538 262 254	-43,1	-725 762 254	-58,1
		6 Transferts en capital	1 633 770 820	1 000 000 000	1 133 770 820	500 000 000	-500 000 000	-30,6	-500 000 000	-50
		Total Prog. 2036	12 618 299 588	12 618 299 588	11 508 671 799	10 687 400 979	-1 109 627 789	-8,8	-1 297 127 789	-10,3
	2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	7 837 339 000	7 837 339 000	7 837 339 000	7 837 339 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 579 428 221	1 579 428 221	1 782 818 533	1 782 818 533	203 390 312	12,9	203 390 312	12,9
		4 Transferts courants	51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 680 387 352	34 596 842 299	38 346 539 648	29 541 707 468	-4 333 847 704	-10,2	-5 055 134 831	-14,6
		6 Transferts en capital	0	0	70 000 000	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	0
		Total Prog. 2037	52 148 924 573	52 148 924 573	48 088 467 181	39 283 635 001	-4 060 457 392	-7,8	-4 781 744 519	-9,2
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	493 189 000	493 189 000	493 189 000	493 189 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	718 135 451	718 135 451	683 891 605	683 891 605	-34 243 846	-4,8	-34 243 846	-4,8
		4 Transferts courants	2 518 896 500	2 518 896 500	2 518 896 500	2 518 896 500	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 501 000 000	1 501 000 000	595 914 576	595 914 576	-905 085 424	-60,3	-905 085 424	-60,3
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 2038		5 531 220 951	5 531 220 951	4 591 891 681	4 591 891 681	-939 329 270	-17,0	-939 329 270	-17,0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
		VAL ABS	%	VAL ABS	%					
43 Ministère des Finances et du Budget	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	167 100 000 000	167 100 000 000	167 100 000 000	167 100 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3005	167 100 000 000	167 100 000 000	167 100 000 000	167 100 000 000	0	0	0	0
	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0
	3007 Gestion des Garanties et avals	5 Investissements exécutés par l'Etat	4 373 500 000	4 373 500 000	4 373 500 000	4 373 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3007	4 373 500 000	4 373 500 000	4 373 500 000	4 373 500 000	0	0	0	0
	3008 Fonds intergénérationnel	6 Transferts en capital	0	0	6 825 000 000	6 825 000 000	6 825 000 000	0	6 825 000 000	0
		Total Prog. 3008	0	0	6 825 000 000	6 825 000 000	6 825 000 000	0	6 825 000 000	0
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	14 432 690 000	14 432 690 000	10 578 750 000	10 578 750 000	-3 853 940 000	-26,7	-3 853 940 000	-26,7
		Total Prog. 3009	14 432 690 000	14 432 690 000	10 578 750 000	10 578 750 000	-3 853 940 000	-26,7	-3 853 940 000	-26,7
Total Section 43			860 975 392 579	827 422 176 706	837 535 057 812	798 314 054 812	-23 440 334 767	-2,7	-29 108 121 894	-3,5
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	1572 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	4 908 970 151	4 908 970 151	4 908 970 151	4 908 970 151	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 826 916 387	1 826 916 387	1 596 464 680	1 596 464 680	-230 451 707	-12,6	-230 451 707	-12,6
		4 Transferts courants	3 830 142 000	3 830 142 000	3 830 142 000	3 830 142 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1572	10 566 028 538	10 566 028 538	10 335 576 831	10 335 576 831	-230 451 707	-2,2	-230 451 707	-2,2
	2030 Sécurisation de la base product et dével des infrastr rural	2 Dépenses de personnel	174 985 000	174 985 000	174 985 000	174 985 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	30 636 341	30 636 341	28 164 130	28 164 130	-2 472 211	-8,1	-2 472 211	-8,1
		4 Transferts courants	8 585 038 148	8 585 038 148	10 978 038 148	10 978 038 148	2 393 000 000	27,9	2 393 000 000	27,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	64 753 135 935	64 753 135 935	90 556 868 688	54 915 651 883	25 803 732 753	39,8	-9 837 484 052	-15,2
		6 Transferts en capital	4 530 000 000	4 530 000 000	3 717 023 604	3 217 023 604	-812 976 396	-17,9	-1 312 976 396	-29,0
		Total Prog. 2030	78 073 795 424	78 073 795 424	105 455 079 570	69 313 862 765	27 381 284 146	35,1	-8 759 932 659	-11,2
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdt agricoles	2 Dépenses de personnel	3 286 910 760	3 286 910 760	3 286 910 760	3 286 910 760	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	620 597 320	620 597 320	609 266 380	609 266 380	-11 330 940	-1,8	-11 330 940	-1,8



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	4 Transferts courants	6 555 000 000	6 555 000 000	8 555 000 000	8 555 000 000	2 000 000 000	30,5	2 000 000 000	30,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	25 224 960 597	20 022 960 597	43 641 625 625	34 391 427 718	18 416 665 028	73,0	14 368 467 121	71,8
		6 Transferts en capital	153 253 739 301	153 253 739 301	306 934 642 476	154 351 031 500	153 680 903 175	100,3	1 097 292 199	0,7
		Total Prog. 2031	188 941 207 978	188 941 207 978	363 027 445 241	201 193 636 358	174 086 237 263	92,1	17 454 428 380	9,2
	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	806 622 240	806 622 240	806 622 240	806 622 240	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	175 819 590	175 819 590	168 235 425	168 235 425	-7 584 165	-4,3	-7 584 165	-4,3
		4 Transferts courants	10 262 643 200	10 262 643 200	11 177 697 224	11 177 697 224	915 054 024	8,9	915 054 024	8,9
		Total Prog. 2033	11 245 085 030	11 245 085 030	12 152 554 889	12 152 554 889	907 469 859	8,1	907 469 859	8,1
	2079 Productions animales	2 Dépenses de personnel	636 779 000	636 779 000	636 779 000	636 779 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	231 244 166	231 244 166	228 062 237	228 062 237	-3 181 929	-1,4	-3 181 929	-1,4
		4 Transferts courants	2 258 000 000	2 258 000 000	2 258 000 000	2 258 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 559 054 060	13 559 054 060	10 296 403 918	10 232 141 418	-3 262 650 142	-24,1	-3 326 912 642	-24,5
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	300 000 000	20	300 000 000	20
		Total Prog. 2079	18 185 077 226	18 185 077 226	15 219 245 155	15 154 982 655	-2 965 832 071	-16,3	-3 030 094 571	-16,7
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	325 701 000	325 701 000	325 701 000	325 701 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	305 999 294	305 999 294	287 691 994	287 691 994	-18 307 300	-6,0	-18 307 300	-6,0
		4 Transferts courants	1 256 421 465	1 256 421 465	1 256 421 465	1 256 421 465	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	300 000 000	300 000 000	-300 000 000	-50	-300 000 000	-50
		Total Prog. 2080	2 488 121 759	2 488 121 759	2 169 814 459	2 169 814 459	-318 307 300	-12,8	-318 307 300	-12,8
	2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	132 911 000	132 911 000	132 911 000	132 911 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	52 689 373	52 689 373	50 829 530	50 829 530	-1 859 843	-3,5	-1 859 843	-3,5
		Total Prog. 2081	185 600 373	185 600 373	183 740 530	183 740 530	-1 859 843	-1,0	-1 859 843	-1,0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	Total Section 48		309 684 916 328	304 482 916 328	508 543 456 675	310 504 168 487	198 858 540 347	64,2	6 021 252 159	2,0
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	556 491 294 770	556 491 294 770	82 122 226 025	82 122 226 025	-474 369 068 745	-85,2	-474 369 068 745	-85,2
		3 Acquisition de biens et services	28 966 424 953	28 966 424 953	28 588 600 889	28 588 600 889	-377 824 064	-1,3	-377 824 064	-1,3
		4 Transferts courants	1 692 480 152	1 692 480 152	1 692 480 152	1 692 480 152	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 395 721 513	3 395 721 513	2 673 381 885	2 673 381 885	-722 339 628	-21,3	-722 339 628	-21,3
		Total Prog. 1017	590 545 921 388	590 545 921 388	115 076 688 951	115 076 688 951	-475 469 232 437	-80,5	-475 469 232 437	-80,5
	2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	4 166 814 000	4 166 814 000	25 642 769 135	25 642 769 135	21 475 955 135	515,4	21 475 955 135	515,4
		3 Acquisition de biens et services	150 156 930	150 156 930	148 074 507	148 074 507	-2 082 423	-1,4	-2 082 423	-1,4
		4 Transferts courants	1 797 789 800	1 797 789 800	1 797 789 800	1 797 789 800	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 100 000 000	1 100 000 000	1 065 071 865	1 065 071 865	-34 928 135	-3,2	-34 928 135	-3,2
		Total Prog. 2053	7 214 760 730	7 214 760 730	28 653 705 307	28 653 705 307	21 438 944 577	297,2	21 438 944 577	297,2
	2054 Enseignement Elémentaire	2 Dépenses de personnel	115 933 194 000	115 933 194 000	360 608 250 010	360 608 250 010	244 675 056 010	211,0	244 675 056 010	211,0
		3 Acquisition de biens et services	51 271 932 937	51 271 932 937	49 289 648 157	49 289 648 157	-1 982 284 780	-3,9	-1 982 284 780	-3,9
		4 Transferts courants	18 349 893 818	18 349 893 818	20 305 453 246	20 305 453 246	1 955 559 428	10,7	1 955 559 428	10,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	42 463 576 648	42 463 576 648	62 926 266 988	30 835 166 245	20 462 690 340	48,2	-11 628 410 403	-27,4
		6 Transferts en capital	181 200 000	181 200 000	50 600 000	50 600 000	-130 600 000	-72,1	-130 600 000	-72,1
		Total Prog. 2054	228 199 797 403	228 199 797 403	493 180 218 401	461 089 117 658	264 980 420 998	116,1	232 889 320 255	102,1
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	46 314 106 000	46 314 106 000	181 556 008 160	181 556 008 160	135 241 902 160	292,0	135 241 902 160	292,0
		3 Acquisition de biens et services	3 524 530 046	3 524 530 046	3 478 858 500	3 478 858 500	-45 671 546	-1,3	-45 671 546	-1,3
		4 Transferts courants	15 840 000	15 840 000	15 840 000	15 840 000	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
50 Ministère de l'Education Nationale	2055 Enseignement Moyen général	5 Investissements exécutés par l'Etat	12 457 216 085	12 457 216 085	47 786 350 840	7 802 662 422	35 329 134 755	283,6	-4 654 553 663	-37,4
		Total Prog. 2055	62 311 692 131	62 311 692 131	232 837 057 500	192 853 369 082	170 525 365 369	273,7	130 541 676 951	209,5
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	80 499 171 000	80 499 171 000	153 069 417 009	153 069 417 009	72 570 246 009	90,2	72 570 246 009	90,2
		3 Acquisition de biens et services	2 326 356 913	2 326 356 913	2 390 520 862	2 390 520 862	64 163 949	2,8	64 163 949	2,8
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	697 820 000	697 820 000	101 120 000	16,9	101 120 000	16,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 706 000 000	1 706 000 000	186 108 636 080	1 206 000 000	184 402 636 080	*****	-500 000 000	-29,3
		Total Prog. 2056	85 128 227 913	85 128 227 913	342 266 393 951	157 363 757 871	257 138 166 038	302,1	72 235 529 958	84,9
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	105 134 000	105 134 000	511 043 431	511 043 431	405 909 431	386,1	405 909 431	386,1
		3 Acquisition de biens et services	444 201 333	444 201 333	430 446 904	430 446 904	-13 754 429	-3,1	-13 754 429	-3,1
		4 Transferts courants	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2057	1 649 335 333	1 649 335 333	2 041 490 335	2 041 490 335	392 155 002	23,8	392 155 002	23,8
	Total Section 50		975 049 734 898	975 049 734 898	1 214 055 554 445	957 078 129 204	239 005 819 547	24,5	-17 971 605 694	-1,8
51 Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1574 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 951 489 401	2 951 489 401	2 951 489 401	2 951 489 401	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 628 177 105	2 628 177 105	2 408 112 759	2 408 112 759	-220 064 346	-8,4	-220 064 346	-8,4
		4 Transferts courants	860 000 000	860 000 000	1 010 000 000	1 010 000 000	150 000 000	17,4	150 000 000	17,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 694 633 599	1 694 633 599	0	0	-1 694 633 599	-100	-1 694 633 599	-100
		Total Prog. 1574	8 134 300 105	8 134 300 105	6 369 602 160	6 369 602 160	-1 764 697 945	-21,7	-1 764 697 945	-21,7
	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	2 Dépenses de personnel	103 060 000	103 060 000	103 060 000	103 060 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	424 283 459	424 283 459	414 124 778	414 124 778	-10 158 681	-2,4	-10 158 681	-2,4
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	0	0	-600 000 000	-100	-600 000 000	-100



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
51 Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	Total Prog. 2058	1 277 343 459	1 277 343 459	667 184 778	667 184 778	-610 158 681	-47,8	-610 158 681	-47,8
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	240 950 000	240 950 000	240 950 000	240 950 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	9 049 435 439	9 049 435 439	9 929 177 808	9 929 177 808	879 742 369	9,7	879 742 369	9,7
		4 Transferts courants	11 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	43 250 000 000	34 115 065 398	31 171 233 650	24 348 404 048	-12 078 766 350	-27,9	-9 766 661 350	-28,6
		Total Prog. 2059	64 040 385 439	64 040 385 439	52 841 361 458	46 018 531 856	-11 199 023 981	-17,5	-8 886 918 981	-13,9
		2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	918 242 000	918 242 000	918 242 000	918 242 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		632 613 230	632 613 230	598 274 274	598 274 274	-34 338 956	-5,4	-34 338 956	-5,4
	4 Transferts courants		6 881 390 225	6 881 390 225	6 131 390 225	6 131 390 225	-750 000 000	-10,9	-750 000 000	-10,9
	5 Investissements exécutés par l'Etat		1 138 060 059	1 138 060 059	387 726 364	387 726 359	-750 333 695	-65,9	-750 333 700	-65,9
	6 Transferts en capital		2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2061		11 570 305 514	11 570 305 514	10 035 632 863	10 035 632 858	-1 534 672 651	-13,3	-1 534 672 656	-13,3
	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	308 172 000	308 172 000	308 172 000	308 172 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	543 446 880	543 446 880	536 894 031	536 894 031	-6 552 849	-1,2	-6 552 849	-1,2
		4 Transferts courants	1 733 646 000	1 733 646 000	1 733 646 000	1 733 646 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	820 883 497	820 883 497	727 883 497	727 883 497	-93 000 000	-11,3	-93 000 000	-11,3
		Total Prog. 2063	3 406 148 377	3 406 148 377	3 306 595 528	3 306 595 528	-99 552 849	-2,9	-99 552 849	-2,9
	2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	2 Dépenses de personnel	41 550 000	41 550 000	41 550 000	41 550 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	35 521 834	35 521 834	28 340 851	28 340 851	-7 180 983	-20,2	-7 180 983	-20,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	2 000 000 000	10 963 517 267	71 650 168	8 963 517 267	448,2	-1 928 349 832	-96,4
		Total Prog. 2068	2 077 071 834	2 077 071 834	11 033 408 118	141 541 019	8 956 336 284	431,2	-1 935 530 815	-93,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
51 Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	2 Dépenses de personnel	425 736 000	425 736 000	425 736 000	425 736 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	406 990 814	406 990 814	390 217 904	390 217 904	-16 772 910	-4,1	-16 772 910	-4,1	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	302 000 000	302 000 000	230 224 375	230 224 375	-71 775 625	-23,8	-71 775 625	-23,8	
		Total Prog. 2069	1 134 726 814	1 134 726 814	1 046 178 279	1 046 178 279	-88 548 535	-7,8	-88 548 535	-7,8	
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	2 Dépenses de personnel	51 286 000	51 286 000	51 286 000	51 286 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	22 500 000	22 500 000	10 500 000	10 500 000	-12 000 000	-53,3	-12 000 000	-53,3	
		4 Transferts courants	1 650 000 000	1 650 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	300 000 000	18,2	300 000 000	18,2	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2070	2 323 786 000	2 323 786 000	2 611 786 000	2 611 786 000	288 000 000	12,4	288 000 000	12,4	
	Total Section 51		93 964 067 542	84 829 132 940	87 911 749 184	70 197 052 478	-6 052 318 358	-6,4	-14 632 080 462	-17,2	
	54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	14 749 881 281	14 749 881 281	14 749 881 281	14 749 881 281	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	20 502 816 416	20 502 816 416	27 443 936 861	27 443 936 861	6 941 120 445	33,9	6 941 120 445	33,9
4 Transferts courants			14 033 997 000	14 033 997 000	15 651 455 818	15 651 455 818	1 617 458 818	11,5	1 617 458 818	11,5	
5 Investissements exécutés par l'Etat			3 791 193 298	3 791 193 298	3 764 707 891	3 764 707 891	-26 485 407	-0,7	-26 485 407	-0,7	
Total Prog. 1020			53 077 887 995	53 077 887 995	61 609 981 851	61 609 981 851	8 532 093 856	16,1	8 532 093 856	16,1	
2064 Santé de base		2 Dépenses de personnel	27 572 083 412	27 572 083 412	27 572 083 412	27 572 083 412	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	3 972 280 087	3 972 280 087	4 204 263 367	4 204 263 367	231 983 280	5,8	231 983 280	5,8	
		4 Transferts courants	13 013 080 000	13 013 080 000	12 507 267 777	12 507 267 777	-505 812 223	-3,9	-505 812 223	-3,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 461 308 385	46 836 308 385	52 374 669 820	22 751 460 066	-22 086 638 565	-29,7	-24 084 848 319	-51,4	
		6 Transferts en capital	204 000 000	204 000 000	3 500 000 000	0	3 296 000 000	1615,7	-204 000 000	-100	
		Total Prog. 2064	119 222 751 884	119 222 751 884	100 158 284 376	67 035 074 622	-19 064 467 508	-16,0	-24 562 677 262	-20,6	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	30 497 413 446	30 497 413 446	30 497 413 446	30 497 413 446	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	388 025 000	388 025 000	387 091 370	387 091 370	-933 630	-0,2	-933 630	-0,2
		4 Transferts courants	30 434 827 421	30 434 827 421	30 454 827 421	30 454 827 421	20 000 000	0,1	20 000 000	0,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	55 397 065 667	55 397 065 667	80 413 620 050	78 302 497 455	25 016 554 383	45,2	22 905 431 788	41,3
		6 Transferts en capital	2 227 000 000	2 227 000 000	2 227 000 000	1 706 499 485	0	0	-520 500 515	-23,4
		Total Prog. 2066	118 944 331 534	118 944 331 534	143 979 952 287	141 348 329 177	25 035 620 753	21,0	22 403 997 643	18,8
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 803 069 744	1 803 069 744	1 803 069 744	1 803 069 744	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	813 446 518	813 446 518	862 145 212	862 145 212	48 698 694	6,0	48 698 694	6,0
		4 Transferts courants	667 347 671	667 347 671	667 347 671	667 347 671	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	330 000 000	330 000 000	330 000 000	330 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	132 000 000	132 000 000	132 000 000	132 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2067	3 745 863 933	3 745 863 933	3 794 562 627	3 794 562 627	48 698 694	1,3	48 698 694	1,3
	Total Section 54		294 990 835 346	267 365 835 346	309 542 781 141	273 787 948 277	14 551 945 795	4,9	6 422 112 931	2,4
	56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	752 920 818	752 920 818	752 920 818	752 920 818	0	0	0
3 Acquisition de biens et services			1 360 696 147	1 360 696 147	1 459 749 308	1 459 749 308	99 053 161	7,3	99 053 161	7,3
4 Transferts courants			605 000 000	605 000 000	605 000 000	605 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 1022			2 718 616 965	2 718 616 965	2 817 670 126	2 817 670 126	99 053 161	3,6	99 053 161	3,6
2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres		2 Dépenses de personnel	7 194 838 440	7 194 838 440	7 194 838 440	7 194 838 440	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 848 533 056	1 848 533 056	2 228 718 242	2 228 718 242	380 185 186	20,6	380 185 186	20,6
		4 Transferts courants	14 020 000 000	14 020 000 000	14 020 000 000	14 020 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 355 226 197	3 355 226 197	4 916 532 057	2 257 358 359	-438 694 140	-8,2	-1 097 867 838	-32,7



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	250 000 000	0	0	-50 000 000	-16,7	
		Total Prog. 2071	28 718 597 693	28 718 597 693	28 660 088 739	25 950 915 041	-58 508 954	-0,2	-767 682 652	-2,7	
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	4 941 130 540	4 941 130 540	4 941 130 540	4 941 130 540	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 109 088 278	1 109 088 278	1 162 621 851	1 162 621 851	53 533 573	4,8	53 533 573	4,8	
		4 Transferts courants	452 000 000	452 000 000	504 000 000	504 000 000	52 000 000	11,5	52 000 000	11,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 683 000 000	3 000 000 000	14 669 584 645	3 986 584 645	986 584 645	7,2	986 584 645	32,9	
		Total Prog. 2072	20 185 218 818	20 185 218 818	21 277 337 036	10 594 337 036	1 092 118 218	5,4	1 092 118 218	5,4	
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	611 293 740	611 293 740	840 556 738	840 556 738	229 262 998	37,5	229 262 998	37,5	
		3 Acquisition de biens et services	428 805 746	428 805 746	653 619 280	653 619 280	224 813 534	52,4	224 813 534	52,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 776 731 447	9 776 731 447	8 287 421 913	8 287 421 913	-1 489 309 534	-15,2	-1 489 309 534	-15,2	
		Total Prog. 2073	10 816 830 933	10 816 830 933	9 781 597 931	9 781 597 931	-1 035 233 002	-9,6	-1 035 233 002	-9,6	
	Total Section 56			62 439 264 409	49 756 264 409	62 536 693 832	49 144 520 134	97 429 423	0,2	-611 744 275	-1,2
	57 Ministère de la Famille et des Solidarités	1575 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 491 593 386	2 491 593 386	2 491 593 386	2 491 593 386	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	1 021 942 341	1 021 942 341	971 229 653	971 229 653	-50 712 688	-5,0	-50 712 688	-5,0
4 Transferts courants			0	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	
Total Prog. 1575			3 513 535 727	3 513 535 727	3 562 823 039	3 562 823 039	49 287 312	1,4	49 287 312	1,4	
2098 Famille et genre		2 Dépenses de personnel	200 390 000	200 390 000	200 390 000	200 390 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	390 873 424	390 873 424	354 738 709	354 738 709	-36 134 715	-9,2	-36 134 715	-9,2	
		4 Transferts courants	1 677 498 400	1 677 498 400	1 677 498 400	1 677 498 400	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 357 954 252	5 357 954 252	6 271 616 030	6 271 616 030	913 661 778	17,1	913 661 778	17,1	
		Total Prog. 2098	7 626 716 076	7 626 716 076	8 504 243 139	8 504 243 139	877 527 063	11,5	877 527 063	11,5	
2101 Enfance		2 Dépenses de personnel	55 613 000	55 613 000	55 613 000	55 613 000	0	0	0	0	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
57 Ministère de la Famille et des Solidarités	2101 Enfance	3 Acquisition de biens et services	288 450 567	288 450 567	284 600 557	284 600 557	-3 850 010	-1,3	-3 850 010	-1,3
		4 Transferts courants	1 055 923 212	1 055 923 212	1 155 923 212	1 155 923 212	100 000 000	9,5	100 000 000	9,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 146 298 673	2 146 298 673	4 678 620 640	4 678 620 640	2 532 321 967	118,0	2 532 321 967	118,0
		Total Prog. 2101	3 546 285 452	3 546 285 452	6 174 757 409	6 174 757 409	2 628 471 957	74,1	2 628 471 957	74,1
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	270 079 000	270 079 000	270 079 000	270 079 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	129 804 249	129 804 249	122 069 658	122 069 658	-7 734 591	-6,0	-7 734 591	-6,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	37 977 096 836	37 977 096 836	46 996 222 521	46 996 222 521	9 019 125 685	23,7	9 019 125 685	23,7
		6 Transferts en capital	25 300 000 000	25 300 000 000	25 300 000 000	12 650 000 000	0	0	-12 650 000 000	-50
		Total Prog. 2105	63 676 980 085	63 676 980 085	72 688 371 179	60 038 371 179	9 011 391 094	14,2	-3 638 608 906	-5,7
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	14 837 000	14 837 000	14 837 000	14 837 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	16 875 000	16 875 000	14 338 420	14 338 420	-2 536 580	-15,0	-2 536 580	-15,0
		4 Transferts courants	38 000 000 000	38 000 000 000	38 475 000 000	38 475 000 000	475 000 000	1,3	475 000 000	1,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	8 000 000 000	8 000 000 000	13 800 000 000	10 800 000 000	5 800 000 000	72,5	2 800 000 000	35
		6 Transferts en capital	52 930 875 200	52 930 875 200	1 000 000 000	1 000 000 000	-51 930 875 200	-98,1	-51 930 875 200	-98,1
		Total Prog. 2108	98 962 587 200	98 962 587 200	53 304 175 420	50 304 175 420	-45 658 411 780	-46,1	-48 658 411 780	-49,2
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	187 130 000	187 130 000	187 130 000	187 130 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	101 344 037	101 344 037	95 040 077	95 040 077	-6 303 960	-6,2	-6 303 960	-6,2
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	887 300 000	887 300 000	786 700 945	786 700 945	-100 599 055	-11,3	-100 599 055	-11,3
		Total Prog. 2110	2 875 774 037	2 875 774 037	2 768 871 022	2 768 871 022	-106 903 015	-3,7	-106 903 015	-3,7
	Total Section 57		180 201 878 577	180 201 878 577	147 003 241 208	131 353 241 208	-33 198 637 369	-18,4	-48 848 637 369	-27,1



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
59 Ministère de la Formation Professionnelle	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	5 116 802 263	5 116 802 263	5 116 802 263	5 116 802 263	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 449 100 784	1 449 100 784	1 345 092 380	1 345 092 380	-104 008 404	-7,2	-104 008 404	-7,2
		4 Transferts courants	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1024	6 615 903 047	6 615 903 047	6 511 894 643	6 511 894 643	-104 008 404	-1,6	-104 008 404	-1,6
	2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec	2 Dépenses de personnel	34 320 194 000	34 320 194 000	34 320 194 000	34 320 194 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	5 266 990 780	5 266 990 780	5 257 451 035	5 257 451 035	-9 539 745	-0,2	-9 539 745	-0,2
		4 Transferts courants	31 323 851 900	31 323 851 900	31 323 851 900	31 323 851 900	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 212 121 599	15 212 121 599	106 984 282 891	34 984 282 891	91 772 161 292	603,3	19 772 161 292	130,0
		Total Prog. 2077	86 123 158 279	86 123 158 279	177 885 779 826	105 885 779 826	91 762 621 547	106,5	19 762 621 547	22,9
	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	132 049 000	132 049 000	132 049 000	132 049 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	27 661 152	27 661 152	-2 328 978	-7,8	-2 328 978	-7,8
		4 Transferts courants	425 000 000	425 000 000	425 000 000	425 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 922 586 810	1 000 000 000	1 763 210 735	740 623 925	-159 376 075	-8,3	-259 376 075	-25,9
		Total Prog. 2078	2 509 625 940	2 509 625 940	2 347 920 887	1 325 334 077	-161 705 053	-6,4	-261 705 053	-10,4
	Total Section 59			95 248 687 266	94 326 100 456	186 745 595 356	113 723 008 546	91 496 908 090	96,1	19 396 908 090
60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	40 638 109 010	40 638 109 010	39 566 082 042	39 566 082 042	-1 072 026 968	-2,6	-1 072 026 968	-2,6
		3 Acquisition de biens et services	218 911 862 013	89 971 687 628	188 089 435 665	70 293 202 415	-30 822 426 348	-14,1	-19 678 485 213	-21,9
		4 Transferts courants	163 117 644 093	163 117 644 093	83 860 581 287	79 860 581 287	-79 257 062 806	-48,6	-83 257 062 806	-51,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 120 884 700 000	110 074 744 269	307 092 297 403	30 184 157 923	-813 792 402 597	-72,6	-79 890 586 346	-72,6
		6 Transferts en capital	438 188 248 933	68 188 248 933	414 057 988 933	44 057 988 933	-24 130 260 000	-5,5	-24 130 260 000	-35,4
		Total Prog. 0010	1 981 740 564 049	1 981 740 564 049	1 032 666 385 330	263 962 012 600	-949 074 178 719	-47,9	-208 028 421 333	-10,5
	Total Section 60			1 981 740 564 049	471 990 433 933	1 032 666 385 330	263 962 012 600	-949 074 178 719	-47,9	-208 028 421 333



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	803 291 279	803 291 279	803 291 279	803 291 279	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	534 549 365	534 549 365	522 308 769	522 308 769	-12 240 596	-2,3	-12 240 596	-2,3	
		4 Transferts courants	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1032	1 887 840 644	1 887 840 644	1 875 600 048	1 875 600 048	-12 240 596	-0,6	-12 240 596	-0,6	
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	458 913 000	458 913 000	458 913 000	458 913 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	518 435 776	518 435 776	617 249 230	617 249 230	98 813 454	19,1	98 813 454	19,1	
		4 Transferts courants	152 000 000	152 000 000	152 000 000	152 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	17 000 000 000	17 000 000 000	13 000 000 000	13 000 000 000	-4 000 000 000	-23,5	-4 000 000 000	-23,5	
		Total Prog. 2022	18 129 348 776	18 129 348 776	14 228 162 230	14 228 162 230	-3 901 186 546	-21,5	-3 901 186 546	-21,5	
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	843 457 000	843 457 000	843 457 000	843 457 000	0	0	0	0	
		3 Acquisition de biens et services	1 436 769 230	1 436 769 230	1 356 336 982	1 356 336 982	-80 432 248	-5,6	-80 432 248	-5,6	
		4 Transferts courants	9 871 000 000	9 871 000 000	10 058 875 000	10 058 875 000	187 875 000	1,9	187 875 000	1,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 284 809 641	13 284 809 641	6 586 197 816	6 586 197 816	-6 698 611 825	-50,4	-6 698 611 825	-50,4	
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	-500 000 000	-25	-500 000 000	-25	
		Total Prog. 2034	27 436 035 871	27 436 035 871	20 344 866 798	20 344 866 798	-7 091 169 073	-25,8	-7 091 169 073	-25,8	
	Total Section 61		47 453 225 291	47 453 225 291	36 448 629 076	36 448 629 076	-11 004 596 215	-23,2	-11 004 596 215	-23,2	
	63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	542 358 443	542 358 443	542 358 443	542 358 443	0	0	0	0
			3 Acquisition de biens et services	326 625 083	326 625 083	300 000 636	300 000 636	-26 624 447	-8,2	-26 624 447	-8,2
			4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
Total Prog. 1026			908 983 526	908 983 526	882 359 079	882 359 079	-26 624 447	-2,9	-26 624 447	-2,9	



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

On Peuple-On But-On For

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
		VAL ABS	%	VAL ABS	%					
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	90 356 000	90 356 000	90 356 000	90 356 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	284 656 896	284 656 896	242 732 421	242 732 421	-41 924 475	-14,7	-41 924 475	-14,7
		4 Transferts courants	12 714 000 000	12 714 000 000	13 500 000 000	13 500 000 000	786 000 000	6,2	786 000 000	6,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 811 878 653	500 000 000	1 436 878 653	0	-375 000 000	-20,7	-500 000 000	-100
		Total Prog. 2062	14 900 891 549	14 900 891 549	15 269 967 074	13 833 088 421	369 075 525	2,5	244 075 525	1,6
		2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	218 557 000	218 557 000	218 557 000	218 557 000	0	0	0
	3 Acquisition de biens et services		57 610 651	57 610 651	48 920 335	48 920 335	-8 690 316	-15,1	-8 690 316	-15,1
	4 Transferts courants		8 250 000 000	8 250 000 000	8 250 000 000	8 250 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		22 611 379 999	22 611 379 999	18 083 555 493	18 083 555 493	-4 527 824 506	-20,0	-4 527 824 506	-20,0
	Total Prog. 2083		31 137 547 650	31 137 547 650	26 601 032 828	26 601 032 828	-4 536 514 822	-14,6	-4 536 514 822	-14,6
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	8 907 000	8 907 000	8 907 000	8 907 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	16 146 089	16 146 089	-1 755 600	-9,8	-1 755 600	-9,8
		4 Transferts courants	12 000 000 000	12 000 000 000	15 000 000 000	15 000 000 000	3 000 000 000	25	3 000 000 000	25
		5 Investissements exécutés par l'Etat	764 862 480	764 862 480	377 237 480	377 237 480	-387 625 000	-50,7	-387 625 000	-50,7
		Total Prog. 2084	12 791 671 169	12 791 671 169	15 402 290 569	15 402 290 569	2 610 619 400	20,4	2 610 619 400	20,4
	Total Section 63		59 739 093 894	58 427 215 241	58 155 649 550	56 718 770 897	-1 583 444 344	-2,7	-1 708 444 344	-2,9
64 Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	391 967 815	391 967 815	391 967 815	391 967 815	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	661 107 477	661 107 477	575 942 599	575 942 599	-85 164 878	-12,9	-85 164 878	-12,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	100 000 000	100 000 000	61 762 882	61 762 882	-38 237 118	-38,2	-38 237 118	-38,2
		Total Prog. 1569	1 153 075 292	1 153 075 292	1 029 673 296	1 029 673 296	-123 401 996	-10,7	-123 401 996	-10,7
	2102 Promotion de la microfinance	2 Dépenses de personnel	27 221 000	27 221 000	27 221 000	27 221 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	103 313 863	103 313 863	84 494 404	84 494 404	-18 819 459	-18,2	-18 819 459	-18,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE	%	CP	%
			VAL ABS		VAL ABS		VAL ABS		VAL ABS	
64 Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	2102 Promotion de la microfinance	4 Transferts courants	2 113 000 000	2 113 000 000	2 473 446 871	2 473 446 871	360 446 871	17,1	360 446 871	17,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 381 021 876	9 381 021 876	4 001 566 769	4 001 566 769	-5 379 455 107	-57,3	-5 379 455 107	-57,3
		Total Prog. 2102	11 624 556 739	11 624 556 739	6 586 729 044	6 586 729 044	-5 037 827 695	-43,3	-5 037 827 695	-43,3
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	45 926 000	45 926 000	45 926 000	45 926 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	232 119 706	232 119 706	187 010 635	187 010 635	-45 109 071	-19,4	-45 109 071	-19,4
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 200 000 000	1 200 000 000	1 311 913 999	1 311 913 999	111 913 999	9,3	111 913 999	9,3
		Total Prog. 2118	2 478 045 706	2 478 045 706	2 544 850 634	2 544 850 634	66 804 928	2,7	66 804 928	2,7
	Total Section 64		15 255 677 737	15 255 677 737	10 161 252 974	10 161 252 974	-5 094 424 763	-33,4	-5 094 424 763	-33,4
66 Ministère de l'Energie, du Pétrole et des Mines	1576 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 083 066 054	1 083 066 054	1 083 066 054	1 083 066 054	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	991 573 930	991 573 930	900 542 628	900 542 628	-91 031 302	-9,2	-91 031 302	-9,2
		4 Transferts courants	1 518 000 000	1 518 000 000	1 518 000 000	1 518 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1576	3 592 639 984	3 592 639 984	3 501 608 682	3 501 608 682	-91 031 302	-2,5	-91 031 302	-2,5
	2039 Electrification rurale et Energies renouvelables	2 Dépenses de personnel	35 565 000	35 565 000	35 565 000	35 565 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	39 375 000	39 375 000	31 245 323	31 245 323	-8 129 677	-20,6	-8 129 677	-20,6
		4 Transferts courants	2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	71 932 541 045	64 185 541 045	194 570 332 071	57 570 332 071	122 637 791 026	170,5	-6 615 208 974	-10,3
		6 Transferts en capital	1 236 300 000	1 236 300 000	877 150 000	877 150 000	-359 150 000	-29,1	-359 150 000	-29,1
		Total Prog. 2039	76 193 781 045	76 193 781 045	198 464 292 394	61 464 292 394	122 270 511 349	160,5	-6 982 488 651	-9,2
	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	2 Dépenses de personnel	154 513 000	154 513 000	154 513 000	154 513 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	67 301 092	67 301 092	81 126 092	81 126 092	13 825 000	20,5	13 825 000	20,5
		4 Transferts courants	1 029 681 000	1 029 681 000	1 199 681 000	1 199 681 000	170 000 000	16,5	170 000 000	16,5



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
66 Ministère de l'Energie, du Pétrole et des Mines	2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles	5 Investissements exécutés par l'Etat	1 732 888 851	1 732 888 851	180 000 000 000	0	178 267 111 149	*****	-1 732 888 851	-100
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	1 000 000 000	24 750 000 000	750 000 000	-250 000 000	-1	-250 000 000	-25
		Total Prog. 2040	27 984 383 943	27 984 383 943	206 185 320 092	2 185 320 092	178 200 936 149	636,8	-1 799 063 851	-6,4
	2115 Mines	2 Dépenses de personnel	401 916 000	401 916 000	401 916 000	401 916 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	183 699 528	183 699 528	169 897 601	169 897 601	-13 801 927	-7,5	-13 801 927	-7,5
		4 Transferts courants	3 450 000 000	3 450 000 000	3 450 000 000	3 450 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	350 000 000	350 000 000	0	0	-350 000 000	-100	-350 000 000	-100
		Total Prog. 2115	4 385 615 528	4 385 615 528	4 021 813 601	4 021 813 601	-363 801 927	-8,3	-363 801 927	-8,3
	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	74 401 000	74 401 000	74 401 000	74 401 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	23 370 029	23 370 029	21 120 029	21 120 029	-2 250 000	-9,6	-2 250 000	-9,6
		4 Transferts courants	1 280 000 000	1 280 000 000	1 580 000 000	1 580 000 000	300 000 000	23,4	300 000 000	23,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	640 000 000	640 000 000	140 000 000	140 000 000	-500 000 000	-78,1	-500 000 000	-78,1
		Total Prog. 2116	2 017 771 029	2 017 771 029	1 815 521 029	1 815 521 029	-202 250 000	-10,0	-202 250 000	-10,0
	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	78 914 000	78 914 000	78 914 000	78 914 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	35 406 904	35 406 904	29 664 110	29 664 110	-5 742 794	-16,2	-5 742 794	-16,2
		4 Transferts courants	1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	59 271 442 498	49 071 442 498	151 937 193 605	62 328 861 592	92 665 751 107	156,3	13 257 419 094	27,0
		6 Transferts en capital	10 715 000 000	10 715 000 000	6 615 000 000	6 615 000 000	-4 100 000 000	-38,3	-4 100 000 000	-38,3
		Total Prog. 2120	71 230 763 402	71 230 763 402	159 790 771 715	70 182 439 702	88 560 008 313	124,3	9 151 676 300	12,8
	Total Section 66		185 404 954 931	143 457 954 931	573 779 327 513	143 170 995 500	388 374 372 582	209,5	-286 959 431	-0,2
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des	1580 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 186 990 874	2 186 990 874	2 186 990 874	2 186 990 874	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	820 692 578	820 692 578	830 767 502	830 767 502	10 074 924	1,2	10 074 924	1,2



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	1580 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 650 000 000	1 150 000 000	643 517 280	538 517 283	-7 006 482 720	-91,6	-611 482 717	-53,2
		6 Transferts en capital	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1580	13 257 683 452	13 257 683 452	6 261 275 656	6 156 275 659	-6 996 407 796	-52,8	-601 407 793	-4,5
	2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	308 645 000	308 645 000	308 645 000	308 645 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 643 466 119	1 643 466 119	1 623 912 889	1 623 912 889	-19 553 230	-1,2	-19 553 230	-1,2
		4 Transferts courants	300 000 000	300 000 000	843 147 416	843 147 416	543 147 416	181,0	543 147 416	181,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	32 172 252 518	19 672 252 518	47 029 952 182	32 780 856 944	14 857 699 664	46,2	13 108 604 426	66,6
		6 Transferts en capital	6 318 263 418	6 318 263 418	6 318 263 418	2 319 815 854	0	0	-3 998 447 564	-63,3
		Total Prog. 2045	40 742 627 055	40 742 627 055	56 123 920 905	37 876 378 103	15 381 293 850	37,8	9 633 751 048	23,6
	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	301 251 000	301 251 000	301 251 000	301 251 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	213 000 002	213 000 002	564 034 924	564 034 924	351 034 922	164,8	351 034 922	164,8
		4 Transferts courants	9 895 680 052	9 895 680 052	9 895 680 052	9 895 680 052	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2046	10 409 931 054	10 409 931 054	10 760 965 976	10 760 965 976	351 034 922	3,4	351 034 922	3,4
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	273 172 000	273 172 000	273 172 000	273 172 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	2 734 632 683	2 734 632 683	2 713 541 468	2 713 541 468	-21 091 215	-0,8	-21 091 215	-0,8
		4 Transferts courants	48 000 000 000	48 000 000 000	48 000 000 000	48 000 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 361 054 534	13 361 054 534	14 863 631 905	14 671 760 365	-497 422 629	-3,2	1 310 705 831	9,8
		Total Prog. 2047	66 368 859 217	66 368 859 217	65 850 345 373	65 658 473 833	-518 513 844	-0,8	1 289 614 616	1,9
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	236 461 000	236 461 000	236 461 000	236 461 000	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE	%	CP	%
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	2085 Cohérence territoriale	3 Acquisition de biens et services	127 500 000	127 500 000	49 118 926	49 118 926	-78 381 074	-61,5	-78 381 074	-61,5
		4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	53 368 641 798	45 368 641 798	44 023 179 856	32 053 179 856	-9 345 461 942	-17,5	-13 315 461 942	-29,3
		6 Transferts en capital	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2085	58 547 602 798	58 547 602 798	49 123 759 782	37 153 759 782	-9 423 843 016	-16,1	-13 393 843 016	-22,9
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	1 978 349 000	1 978 349 000	1 978 349 000	1 978 349 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	371 140 589	371 140 589	359 222 008	359 222 008	-11 918 581	-3,2	-11 918 581	-3,2
		4 Transferts courants	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	2 400 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	286 578 200	286 578 200	-213 421 800	-42,7	-213 421 800	-42,7
		Total Prog. 2086	5 249 489 589	5 249 489 589	5 024 149 208	5 024 149 208	-225 340 381	-4,3	-225 340 381	-4,3
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	190 597 000	190 597 000	190 597 000	190 597 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	67 500 000	67 500 000	63 460 210	63 460 210	-4 039 790	-6,0	-4 039 790	-6,0
		4 Transferts courants	44 257 893 371	44 257 893 371	44 257 893 371	44 257 893 371	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	158 115 000	158 115 000	158 115 000	0	158 115 000	0
		6 Transferts en capital	72 696 887 910	72 696 887 910	95 736 887 909	71 196 887 909	23 039 999 999	31,7	-1 500 000 001	-2,1
		Total Prog. 2087	117 212 878 281	117 212 878 281	140 406 953 490	115 866 953 490	23 194 075 209	19,8	-1 345 924 791	-1,1
	Total Section 67		311 789 071 446	282 789 071 446	333 551 370 390	278 496 956 051	21 762 298 944	7,0	-4 292 115 395	-1,5
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	490 554 657	490 554 657	490 554 657	490 554 657	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	382 663 337	382 663 337	332 149 814	332 149 814	-50 513 523	-13,2	-50 513 523	-13,2
		4 Transferts courants	850 000 000	850 000 000	850 000 000	850 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 000 000 000	7 000 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	-5 500 000 000	-78,6	-5 500 000 000	-78,6



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	6 Transferts en capital	800 000 000	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1028	9 523 217 994	9 523 217 994	3 972 704 471	3 972 704 471	-5 550 513 523	-58,3	-5 550 513 523	-58,3
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	242 984 000	242 984 000	242 984 000	242 984 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	70 427 691	70 427 691	66 337 335	66 337 335	-4 090 356	-5,8	-4 090 356	-5,8
		4 Transferts courants	5 002 653 470	5 002 653 470	5 002 653 470	5 002 653 470	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 590 000 000	4 590 000 000	12 721 037 643	12 721 037 643	8 131 037 643	177,1	8 131 037 643	177,1
		6 Transferts en capital	3 600 000 000	1 732 473 588	3 416 881 603	1 031 855 191	-183 118 397	-5,1	-700 618 397	-40,4
		Total Prog. 2088	13 506 065 161	13 506 065 161	21 449 894 051	19 064 867 639	7 943 828 890	58,8	7 426 328 890	55,0
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	380 567 000	380 567 000	380 567 000	380 567 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	282 695 198	282 695 198	278 754 016	278 754 016	-3 941 182	-1,4	-3 941 182	-1,4
		4 Transferts courants	6 310 000 000	6 310 000 000	7 399 579 502	7 399 579 502	1 089 579 502	17,3	1 089 579 502	17,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	49 988 727 406	38 097 491 014	53 686 413 519	49 383 328 591	3 697 686 113	7,4	11 285 837 577	29,6
		6 Transferts en capital	10 128 010 000	10 128 010 000	19 047 106 697	13 523 329 469	8 919 096 697	88,1	3 395 319 469	33,5
		Total Prog. 2089	67 089 999 604	67 089 999 604	80 792 420 734	70 965 558 578	13 702 421 130	20,4	15 766 795 366	23,5
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	452 706 000	452 706 000	452 706 000	452 706 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	173 538 135	173 538 135	191 594 656	191 594 656	18 056 521	10,4	18 056 521	10,4
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	51 774 663 789	40 873 537 949	90 389 250 262	78 489 250 262	38 614 586 473	74,6	37 615 712 313	92,0
		6 Transferts en capital	30 965 152 042	18 465 152 042	36 055 152 042	21 485 152 042	5 090 000 000	16,4	3 020 000 000	16,4
		Total Prog. 2090	83 426 059 966	83 426 059 966	127 148 702 960	100 678 702 960	43 722 642 994	52,4	40 653 768 834	48,7
	Total Section 68		173 545 342 725	136 385 454 081	233 363 722 216	194 681 833 648	59 818 379 491	34,5	58 296 379 567	42,7



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	1577 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 033 361 030	1 033 361 030	1 033 361 030	1 033 361 030	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	567 855 230	567 855 230	552 653 951	552 653 951	-15 201 279	-2,7	-15 201 279	-2,7
		4 Transferts courants	1 069 932 500	1 069 932 500	1 590 932 500	1 590 932 500	521 000 000	48,7	521 000 000	48,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1577	2 671 148 760	2 671 148 760	3 176 947 481	3 176 947 481	505 798 721	18,9	505 798 721	18,9
	2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	1 248 051 000	1 248 051 000	1 248 051 000	1 248 051 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	331 934 691	331 934 691	325 825 941	325 825 941	-6 108 750	-1,8	-6 108 750	-1,8
		4 Transferts courants	2 568 600 000	2 568 600 000	2 698 600 000	2 698 600 000	130 000 000	5,1	130 000 000	5,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 900 000 000	1 900 000 000	6 454 947 745	1 918 947 745	4 554 947 745	239,7	18 947 745	1
		6 Transferts en capital	1 700 000 000	1 700 000 000	1 700 000 000	1 550 000 000	0	0	-150 000 000	-8,8
		Total Prog. 2041	7 748 585 691	7 748 585 691	12 427 424 686	7 741 424 686	4 678 838 995	60,4	-7 161 005	-0,1
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	264 709 000	264 709 000	264 709 000	264 709 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	126 225 757	126 225 757	110 380 220	110 380 220	-15 845 537	-12,6	-15 845 537	-12,6
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	685 000 000	685 000 000	513 251 478	513 251 478	-171 748 522	-25,1	-171 748 522	-25,1
		Total Prog. 2042	1 975 934 757	1 975 934 757	1 788 340 698	1 788 340 698	-187 594 059	-9,5	-187 594 059	-9,5
	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	106 190 000	106 190 000	106 190 000	106 190 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	277 757 415	277 757 415	242 874 049	242 874 049	-34 883 366	-12,6	-34 883 366	-12,6
		4 Transferts courants	2 764 744 964	2 764 744 964	2 764 744 964	2 764 744 964	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 900 317 230	1 900 317 230	0	0	-1 900 317 230	-100	-1 900 317 230	-100
		6 Transferts en capital	5 000 000 000	5 000 000 000	13 000 000 000	10 500 000 000	8 000 000 000	160	5 500 000 000	110



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	2043 Promo et développement Entrepreneuriat privé et des PME/PMI	Total Prog. 2043	10 049 009 609	10 049 009 609	16 113 809 013	13 613 809 013	6 064 799 404	60,4	3 564 799 404	35,5
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2044	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	0	0	0	0
	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	2 Dépenses de personnel	121 083 000	121 083 000	121 083 000	121 083 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	39 257 638	39 257 638	36 938 061	36 938 061	-2 319 577	-5,9	-2 319 577	-5,9
		4 Transferts courants	1 985 380 000	1 985 380 000	2 285 380 000	2 285 380 000	300 000 000	15,1	300 000 000	15,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 218 129 997	24 218 130 000	29 355 566 490	6 625 383 500	5 137 436 493	21,2	-17 592 746 500	-72,6
		Total Prog. 2049	26 363 850 635	26 363 850 635	31 798 967 551	9 068 784 561	5 435 116 916	20,6	-17 295 066 077	-65,6
	Total Section 70		50 158 529 452	50 158 529 455	66 655 489 429	36 739 306 439	16 496 959 977	32,9	-13 419 223 016	-26,8
72 Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	1578 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	720 230 123	720 230 123	720 230 123	720 230 123	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	1 370 403 729	1 370 403 729	1 283 551 554	1 283 551 554	-86 852 175	-6,3	-86 852 175	-6,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 1578	2 090 633 852	2 090 633 852	2 003 781 677	2 003 781 677	-86 852 175	-4,2	-86 852 175	-4,2
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	610 356 000	610 356 000	610 356 000	610 356 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	315 610 552	315 610 552	297 529 593	297 529 593	-18 080 959	-5,7	-18 080 959	-5,7
		4 Transferts courants	8 439 999 973	8 439 999 973	8 439 999 973	8 439 999 973	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	357 937 102 520	230 524 945 141	415 300 980 609	289 006 620 563	57 363 878 089	16,0	58 481 675 422	25,4
		6 Transferts en capital	82 792 129 367	82 792 129 367	55 809 485 865	55 309 485 865	-26 982 643 502	-32,6	-27 482 643 502	-33,2
		Total Prog. 2027	450 095 198 412	450 095 198 412	480 458 352 040	353 663 991 994	30 363 153 628	6,7	30 980 950 961	6,9
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	2 Dépenses de personnel	80 016 000	80 016 000	80 016 000	80 016 000	0	0	0	0



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
72 Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	44 933 490	44 933 490	39 060 732	39 060 732	-5 872 758	-13,1	-5 872 758	-13,1
		4 Transferts courants	26 450 000 000	26 450 000 000	26 450 000 000	26 450 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	62 240 723 091	49 240 723 091	62 240 723 091	44 230 439 646	0	0	-5 010 283 445	-10,2
		6 Transferts en capital	8 290 000 000	8 290 000 000	5 045 000 000	5 045 000 000	-3 245 000 000	-39,1	-3 245 000 000	-39,1
		Total Prog. 2028	97 105 672 581	97 105 672 581	93 854 799 823	75 844 516 378	-3 250 872 758	-3,3	-8 261 156 203	-8,5
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	67 738 000	67 738 000	67 738 000	67 738 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	169 759 753	169 759 753	152 528 157	152 528 157	-17 231 596	-10,2	-17 231 596	-10,2
		4 Transferts courants	13 900 000 000	13 900 000 000	13 900 000 000	13 900 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	131 272 190 753	15 307 301 255	269 908 795 377	74 827 408 113	138 636 604 624	105,6	59 520 106 858	388,8
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	-1 400 000 000	-46,7	-1 400 000 000	-46,7
	Total Prog. 2029	148 409 688 506	148 409 688 506	285 629 061 534	90 547 674 270	137 219 373 028	92,5	58 102 875 262	39,2	
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	54 170 000	54 170 000	54 170 000	54 170 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	38 105 443	38 105 443	34 159 762	34 159 762	-3 945 681	-10,4	-3 945 681	-10,4
		4 Transferts courants	1 253 900 000	1 253 900 000	16 953 900 000	16 953 900 000	15 700 000 000	1252,1	15 700 000 000	1252,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	13 563 528 564	7 063 528 564	13 563 528 564	0	7 063 528 564	0
		Total Prog. 2051	1 346 175 443	1 346 175 443	30 605 758 326	24 105 758 326	29 259 582 883	2173,5	22 759 582 883	1690,7
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	35 225 000	35 225 000	35 225 000	35 225 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	48 597 590	48 597 590	47 279 741	47 279 741	-1 317 849	-2,7	-1 317 849	-2,7
		4 Transferts courants	6 250 000 000	6 250 000 000	6 730 000 000	6 730 000 000	480 000 000	7,7	480 000 000	7,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 792 432 616	9 689 432 616	17 147 432 616	14 889 432 616	5 355 000 000	45,4	5 200 000 000	53,7
		6 Transferts en capital	1 035 000 000	1 035 000 000	2 517 500 000	1 184 500 000	1 482 500 000	143,2	149 500 000	14,4



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
72 Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	Total Prog. 2052	19 161 255 206	19 161 255 206	26 477 437 357	22 886 437 357	7 316 182 151	38,2	5 828 182 151	30,4
	Total Section 72		718 208 624 000	459 728 577 123	919 029 190 757	569 052 160 002	200 820 566 757	28,0	109 323 582 879	23,8
74 Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	1579 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	588 682 346	588 682 346	588 682 346	588 682 346	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	785 600 000	785 600 000	739 567 433	739 567 433	-46 032 567	-5,9	-46 032 567	-5,9
		4 Transferts courants	25 500 000	25 500 000	25 500 000	25 500 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1579	1 399 782 346	1 399 782 346	1 353 749 779	1 353 749 779	-46 032 567	-3,3	-46 032 567	-3,3
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	237 481 000	237 481 000	237 481 000	237 481 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	153 750 000	153 750 000	146 835 209	146 835 209	-6 914 791	-4,5	-6 914 791	-4,5
		4 Transferts courants	1 717 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	1 717 500 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 171 000 000	3 171 000 000	1 466 156 099	1 466 156 099	-1 704 843 901	-53,8	-1 704 843 901	-53,8
		6 Transferts en capital	900 000 000	900 000 000	900 000 000	418 000 000	0	0	-482 000 000	-53,6
		Total Prog. 2050	6 179 731 000	6 179 731 000	4 467 972 308	3 985 972 308	-1 711 758 692	-27,7	-2 193 758 692	-35,5
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	321 497 000	321 497 000	321 497 000	321 497 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	50 799 750	50 799 750	48 239 647	48 239 647	-2 560 103	-5,0	-2 560 103	-5,0
		4 Transferts courants	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	510 000 000	510 000 000	0	0	-510 000 000	-100	-510 000 000	-100
		6 Transferts en capital	1 800 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	450 000 000	0	0	-1 350 000 000	-75
		Total Prog. 2121	4 632 296 750	4 632 296 750	4 119 736 647	2 769 736 647	-512 560 103	-11,1	-1 862 560 103	-40,2
	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	2 Dépenses de personnel	31 256 000	31 256 000	31 256 000	31 256 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	113 032 875	113 032 875	99 888 512	99 888 512	-13 144 363	-11,6	-13 144 363	-11,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	190 544 000	190 544 000	-109 456 000	-36,5	-109 456 000	-36,5



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
74 Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	Total Prog. 2122	444 288 875	444 288 875	321 688 512	321 688 512	-122 600 363	-27,6	-122 600 363	-27,6
	2123 Promotion de la Destination	2 Dépenses de personnel	57 695 000	57 695 000	57 695 000	57 695 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	185 250 000	185 250 000	112 656 945	112 656 945	-72 593 055	-39,2	-72 593 055	-39,2
		4 Transferts courants	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2123	1 742 945 000	1 742 945 000	1 670 351 945	1 670 351 945	-72 593 055	-4,2	-72 593 055	-4,2
	Total Section 74		14 399 043 971	14 399 043 971	11 933 499 191	10 101 499 191	-2 465 544 780	-17,1	-4 297 544 780	-29,8
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	477 649 821	477 649 821	477 649 821	477 649 821	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	6 159 242 826	6 159 242 826	5 989 528 079	5 989 528 079	-169 714 747	-2,8	-169 714 747	-2,8
		4 Transferts courants	535 399 000	535 399 000	535 399 000	535 399 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1029	7 172 291 647	7 172 291 647	7 002 576 900	7 002 576 900	-169 714 747	-2,4	-169 714 747	-2,4
	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	185 915 000	185 915 000	185 915 000	185 915 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	189 449 393	189 449 393	-31 385 355	-14,2	-31 385 355	-14,2
		4 Transferts courants	119 640 351 204	119 640 351 204	122 311 051 204	122 311 051 204	2 670 700 000	2,2	2 670 700 000	2,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	52 215 000 000	33 215 000 000	36 491 156 409	15 609 437 808	-15 723 843 591	-30,1	-17 605 562 192	-53,0
		6 Transferts en capital	8 096 840 648	8 096 840 648	17 179 838 380	8 040 590 648	9 082 997 732	112,2	-56 250 000	-0,7
		Total Prog. 2091	180 358 941 600	180 358 941 600	176 357 410 386	146 336 444 053	-4 001 531 214	-2,2	-15 022 497 547	-8,3
	2092 OEuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	235 899 000	235 899 000	235 899 000	235 899 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	208 999 898	208 999 898	203 200 240	203 200 240	-5 799 658	-2,8	-5 799 658	-2,8
		4 Transferts courants	134 529 761 900	134 529 761 900	151 348 481 250	151 348 481 250	16 818 719 350	12,5	16 818 719 350	12,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	829 677 689	829 677 689	829 677 689	0	0	0	-829 677 689	-100
		6 Transferts en capital	4 200 000 000	4 200 000 000	6 579 677 689	6 579 677 689	2 379 677 689	56,7	2 379 677 689	56,7



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits en LFI 2025		Projet LFR 2025 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2092 Oeuvres sociales universitaires	Total Prog. 2092	140 004 338 487	140 004 338 487	159 196 935 868	158 367 258 179	19 192 597 381	13,7	18 362 919 692	13,1
	Total Section 75		327 535 571 734	308 535 571 734	342 556 923 154	311 706 279 132	15 021 351 420	4,6	3 170 707 398	1,0
TOTAL GENERAL			8 640 574 076 972	6 614 780 000 000	9 129 455 917 241	6 580 235 250 000	488 881 840 269	5,7	-34 544 750 000	-0,5

ANNEXE IV MODIFIEE : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	Projet de LFR 2025		% PIB
Ressources	4668,9		
Recettes ordinaires hors dons	4382,3		
recettes fiscales		4099,6	
recettes non fiscales		282,7	
FSE			
Recettes exceptionnelles			
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)			
Dons budgétaires	45,0		
Dons en capital	241,6		
Tirages sur subventions			
Charges	6364,8		
Dette publique (intérêt + commissions)		1057,08	
<i>Intérêts et commission dette extérieure</i>		667,43	
<i>Intérêts et commission dette intérieure</i>		389,65	
Dépenses de personnel		1485,5	
Autres dépenses courantes		1886,1	
Dépenses en capital sur ressources internes		586,9	
Dépenses en capital sur ressources externes		1349,2	
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-1695,9		-7,82%
PIB 2025			21 690,5

ANNEXE VI MODIFIEE : SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE

En milliards FCFA

TYPES DE DETTE	LFR 2025		
	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	245,03	124,64	369,66
IDA/BIRD	63,98	34,26	98,24
BEI/FED	6,92	5,48	12,39
BAD/FAD	38,82	31,77	70,60
OPEP/BADEA/BID	61,54	31,93	93,47
AUTRES	73,77	21,19	94,96
Dont BOAD	47,60	10,73	58,33
BILATERAUX	300,67	97,15	397,82
PAYS DE L'OCDE	106,95	29,37	136,32
PAYS ARABES	16,70	3,77	20,47
AUTRES	177,02	64,01	241,03
CREDITS A L'EXPORTATION	177,55	98,96	276,51
COMMERCIALE	581,76	305,68	887,44
EUROBOND	0,00	144,33	144,33
AFC	1,35	3,02	4,37
ADBEL	34,33	3,31	37,64
AFREXIMBANK	32,80	17,11	49,91
BARCLAYS	28,11	7,75	35,86
DEUTSCHE	2,12	8,46	10,58
HSBC	0,00	0,51	0,51
MUFG	42,78	19,94	62,72
SCBANK	200,19	28,72	228,91
RMB	65,60	4,41	70,01
EH1 LTD	0,00	0,00	0,00
CARGILL	43,29	9,67	52,97
JPM	0,00	41,95	41,95
CARGILL	131,19	10,23	141,43
BADEA/TDB		6,25	
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES		41,00	41,00
TOTAL DETTE EXTERIEURE	1 305,00	667,43	1 931,43
Rachat DTS FMI	128,31	14,86	143,17
Autres Emprunts LT	821,00	125,00	946,00
Obligations du Trésor par Adjudication	589,69	169,53	759,22
Bons du Trésor par Adjudication	422,42	0,40	422,82
Bons du Trésor en compte de dépôt	22,00	5,80	27,80
Obligations du trésor par les sukuk	25,00	2,67	27,67
Obligations par Appel Public à L'Epargne	70,68	60,49	131,17
Intérêts et commission sur émissions futures	0,00	10,89	10,89
TOTAL INTERIEURE	2 079,09	389,65	2 468,74
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PU	3 384,10	1 057,08	4 400,18

ANNEXE VII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

En FCFA

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
10 Dette Publique	1 057 083 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 057 083 000 000	1 057 083 000 000
21 Présidence de la République	0	22 025 207 224	6 713 415 203	6 713 415 203	39 922 177 034	39 922 177 034	467 249 980	467 249 980	4 535 520 000	2 535 520 000	73 663 569 441	71 663 569 441
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	20 781 015 137	20 781 015 137	1 000 000 000	1 000 000 000	9 096 884 000	3 032 204 667	30 877 899 137	24 813 219 804
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Conseil Constitutionnel	0	503 826 065	0	0	900 000 000	900 000 000	0	0	0	0	1 403 826 065	1 403 826 065
27 Cour Suprême	0	1 839 993 426	0	0	2 850 000 000	2 850 000 000	0	0	0	0	4 689 993 426	4 689 993 426
28 Cour des Comptes	0	3 644 519 292	0	0	10 368 187 500	10 368 187 500	0	0	500 000 000	500 000 000	14 512 706 792	14 512 706 792
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
30 Primature	0	5 369 662 485	6 302 976 900	6 302 976 900	8 235 500 000	8 235 500 000	9 749 011 305	9 749 011 305	1 450 000 000	1 450 000 000	31 107 150 690	31 107 150 690
31 Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	0	16 259 872 252	46 990 627 921	46 990 627 921	6 300 363 950	6 300 363 950	6 242 000 000	6 242 000 000	0	0	75 792 864 123	75 792 864 123
32 Ministère des Forces Armées	0	224 595 664 477	58 129 933 696	54 359 933 696	16 123 480 000	16 123 480 000	77 211 656 794	23 967 556 794	22 265 300 000	10 440 300 000	398 326 034 967	329 486 934 967
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	0	117 137 371 980	23 174 971 118	23 174 971 118	37 689 806 536	37 689 806 536	121 193 258 363	35 353 299 532	1 465 400 000	1 465 400 000	300 660 807 997	214 820 849 166
34 Ministère de la Justice	0	37 664 700 614	15 655 641 054	15 655 641 054	12 456 851 366	12 456 851 366	27 958 263 248	9 063 100 548	10 900 042 400	5 604 752 000	104 635 498 682	80 445 045 582
35 Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	0	2 858 332 206	1 592 862 588	1 592 862 588	1 045 000 000	1 045 000 000	2 065 639 684	2 065 639 684	0	0	7 561 834 478	7 561 834 478
37 Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	0	1 793 826 075	2 916 166 610	2 916 166 610	5 700 000 000	5 700 000 000	389 379 231	389 379 231	0	0	10 799 371 916	10 799 371 916
40 Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	0	2 847 804 658	810 739 718	810 739 718	11 828 876 472	11 828 876 472	23 588 369 446	18 635 644 046	2 100 000 000	1 600 000 000	41 175 790 294	35 723 064 894
43 Ministère des Finances et du Budget	0	40 685 665 372	15 551 827 086	15 551 827 086	433 876 807 795	433 876 807 795	82 555 252 727	43 968 020 547	54 438 254 832	53 804 484 012	627 107 807 812	587 886 804 812
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	0	10 272 879 151	2 968 714 376	2 968 714 376	38 055 298 837	38 055 298 837	144 494 898 231	99 539 221 019	312 751 666 080	159 668 055 104	508 543 456 675	310 504 168 487



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
			AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE
50 Ministère de l'Education Nationale	0	803 509 713 770	84 326 149 819	84 326 149 819	25 609 383 198	25 609 383 198	300 559 707 658	43 582 282 417	50 600 000	50 600 000	1 214 055 554 445	957 078 129 204
51 Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	0	5 040 485 401	14 315 642 405	14 315 642 405	22 475 036 225	22 475 036 225	43 480 585 153	25 765 888 447	2 600 000 000	2 600 000 000	87 911 749 184	70 197 052 478
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	74 622 447 883	32 897 436 810	32 897 436 810	59 280 898 687	59 280 898 687	136 882 997 761	105 148 665 412	5 859 000 000	1 838 499 485	309 542 781 141	273 787 948 277
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	0	13 729 446 536	5 504 708 681	5 504 708 681	15 129 000 000	15 129 000 000	27 873 538 615	14 531 364 917	300 000 000	250 000 000	62 536 693 832	49 144 520 134
57 Ministère de la Famille et des Solidarités	0	3 219 642 386	1 842 017 074	1 842 017 074	43 108 421 612	43 108 421 612	72 533 160 136	69 533 160 136	26 300 000 000	13 650 000 000	147 003 241 208	131 353 241 208
59 Ministère de la Formation Professionnelle	0	39 569 045 263	6 630 204 567	6 630 204 567	31 798 851 900	31 798 851 900	108 747 493 626	35 724 906 816	0	0	186 745 595 356	113 723 008 546
60 Charges non Réparties	0	39 566 082 042	188 089 435 665	70 293 202 415	83 860 581 287	79 860 581 287	307 092 297 403	30 184 157 923	414 057 988 933	44 057 988 933	1 032 666 385 330	263 962 012 600
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	2 105 661 279	2 495 894 981	2 495 894 981	10 760 875 000	10 760 875 000	6 586 197 816	6 586 197 816	14 500 000 000	14 500 000 000	36 448 629 076	36 448 629 076
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	0	860 178 443	607 799 481	607 799 481	36 790 000 000	36 790 000 000	19 897 671 626	18 460 792 973	0	0	58 155 649 550	56 718 770 897
64 Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	0	465 114 815	847 447 638	847 447 638	3 473 446 871	3 473 446 871	5 375 243 650	5 375 243 650	0	0	10 161 252 974	10 161 252 974
66 Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines	0	1 828 375 054	1 233 595 783	1 233 595 783	11 827 681 000	11 827 681 000	526 647 525 676	120 039 193 663	32 242 150 000	8 242 150 000	573 779 327 513	143 170 995 500
67 Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement	0	5 475 465 874	6 204 057 927	6 204 057 927	107 311 720 839	107 311 720 839	107 004 974 423	80 489 007 648	107 555 151 327	79 016 703 763	333 551 370 390	278 496 956 051
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'assainissement	0	1 566 811 657	868 835 821	868 835 821	13 312 232 972	13 312 232 972	158 296 701 424	142 093 616 496	59 319 140 342	36 840 336 702	233 363 722 216	194 681 833 648
70 Ministère de l'Industrie et du Commerce	0	2 773 394 030	1 268 672 222	1 268 672 222	11 589 657 464	11 589 657 464	36 323 765 713	9 057 582 723	14 700 000 000	12 050 000 000	66 655 489 429	36 739 306 439
72 Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens	0	1 567 735 123	1 854 109 539	1 854 109 539	72 473 899 973	72 473 899 973	778 161 460 257	430 017 429 502	64 971 985 865	63 138 985 865	919 029 190 757	569 052 160 002
74 Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	0	1 236 611 346	1 147 187 746	1 147 187 746	5 193 000 000	5 193 000 000	1 656 700 099	1 656 700 099	2 700 000 000	868 000 000	11 933 499 191	10 101 499 191
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	899 463 821	6 382 177 712	6 382 177 712	274 194 931 454	274 194 931 454	37 320 834 098	15 609 437 808	23 759 516 069	14 620 268 337	342 556 923 154	311 706 279 132
Totaux	1 057 083 000 000	1 485 535 000 000	537 323 250 141	415 757 016 891	1 474 322 983 109	1 470 322 983 109	3 171 355 834 143	1 404 295 751 132	1 188 418 599 848	531 824 248 868	8 914 038 667 241	6 364 818 000 000

ANNEXE VIII MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

En FCFA



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	1 057 083 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 057 083 000 000
	CP	1 057 083 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 057 083 000 000
21 Présidence de la République	CP	53 201 182 503	850 000 000	0	13 191 386 938	700 000 000	300 000 000	0	2 146 000 000	0	1 275 000 000	0	71 663 569 441
	AE	53 201 182 503	850 000 000	0	13 191 386 938	2 200 000 000	300 000 000	0	2 646 000 000	0	1 275 000 000	0	73 663 569 441
22 Assemblée Nationale	AE	30 877 899 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 877 899 137
	CP	24 813 219 804	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 813 219 804
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP												
	AE												
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 403 826 065	0	0	0	0	0	0	0	0	1 403 826 065
	CP	0	0	1 403 826 065	0	0	0	0	0	0	0	0	1 403 826 065
27 Cour Suprême	CP	0	0	4 689 993 426	0	0	0	0	0	0	0	0	4 689 993 426
	AE	0	0	4 689 993 426	0	0	0	0	0	0	0	0	4 689 993 426
28 Cour des Comptes	CP	0	0	14 512 706 792	0	0	0	0	0	0	0	0	14 512 706 792
	AE	0	0	14 512 706 792	0	0	0	0	0	0	0	0	14 512 706 792
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	CP												
	AE												
30 Primature	AE	14 131 865 621	344 524 000	0	6 332 265 920	0	360 486 364	5 010 745 385	613 265 280	3 463 998 120	850 000 000	0	31 107 150 690
	CP	14 131 865 621	344 524 000	0	6 332 265 920	0	360 486 364	5 010 745 385	613 265 280	3 463 998 120	850 000 000	0	31 107 150 690



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTUE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère de l'Intégration africaine et des Affaires étrangères	AE	71 043 687 649	0	468 647 100	0	0	0	0	2 422 291 000	0	1 858 238 374	0	75 792 864 123
	CP	71 043 687 649	0	468 647 100	0	0	0	0	2 422 291 000	0	1 858 238 374	0	75 792 864 123
32 Ministère des Forces Armées	CP	1 888 000 000	315 146 920 524	1 521 000 000	0	69 065 000	705 000 000	7 746 046 845	0	1 503 714 174	907 188 424	0	329 486 934 967
	AE	53 688 000 000	332 186 020 524	1 521 000 000	0	69 065 000	705 000 000	7 746 046 845	0	1 503 714 174	907 188 424	0	398 326 034 967
33 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique	AE	24 764 072 678	2 185 769 900	271 941 871 190	0	0	1 612 508 380	68 424 249	0	0	88 161 600	0	300 660 807 997
	CP	24 764 072 678	2 185 769 900	186 101 912 359	0	0	1 612 508 380	68 424 249	0	0	88 161 600	0	214 820 849 166
34 Ministère de la Justice	AE	1 903 679 013	0	84 801 178 604	681 764 483	0	0	299 183 489	0	8 859 688 200	8 090 004 893	0	104 635 498 682
	CP	1 903 679 013	0	65 906 015 904	681 764 483	0	0	299 183 489	0	3 564 397 800	8 090 004 893	0	80 445 045 582
35 Ministère de la Fonction publique et de la Réforme du Service public	CP	6 779 651 243	0	0	0	0	656 238 735	0	0	100 000 000	25 944 500	0	7 561 834 478
	AE	6 779 651 243	0	0	0	0	656 238 735	0	0	100 000 000	25 944 500	0	7 561 834 478
37 Ministère du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions	CP	4 050 000	0	100 000 000	9 885 871 942	0	0	0	0	0	809 449 974	0	10 799 371 916
	AE	4 050 000	0	100 000 000	9 885 871 942	0	0	0	0	0	809 449 974	0	10 799 371 916
40 Ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires	CP	0	0	635 392 332	34 956 793 376	0	0	0	0	116 667 763	14 211 423	0	35 723 064 894
	AE	0	0	635 392 332	40 409 518 776	0	0	0	0	116 667 763	14 211 423	0	41 175 790 294
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	89 963 751 730	0	9 009 000 000	508 794 948 908	0	15 967 009 556	0	0	2 974 266 614	398 831 004	0	627 107 807 812
	CP	87 842 480 910	0	4 250 000 000	483 959 048 908	0	8 462 177 376	0	0	2 974 266 614	398 831 004	0	587 886 804 812
48 Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Elevage	CP	3 704 057 644	0	0	303 363 564 958	0	0	0	2 500 000 000	834 253 652	102 292 233	0	310 504 168 487
	AE	3 704 057 644	0	0	501 402 853 146	0	0	0	2 500 000 000	834 253 652	102 292 233	0	508 543 456 675



PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ECONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
50 Ministère de l'Education Nationale	AE	0	0	0	0	0	0	325 824 405	60 159 910	1 213 661 320 130	8 250 000	0	1 214 055 554 445
	CP	0	0	0	0	0	0	325 824 405	60 159 910	956 683 894 889	8 250 000	0	957 078 129 204
51 Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	AE	558 887 230	0	0	12 950 000 000	0	10 108 733 650	0	62 454 687 166	923 971 778	915 469 360	0	87 911 749 184
	CP	558 887 230	0	0	12 950 000 000	0	3 285 904 048	0	51 562 820 062	923 971 778	915 469 360	0	70 197 052 478
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	CP	111 186 360	0	0	0	0	0	266 919 368 593	0	1 321 412 620	5 435 980 704	0	273 787 948 277
	AE	111 186 360	0	0	0	0	0	302 674 201 457	0	1 321 412 620	5 435 980 704	0	309 542 781 141
56 Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique	CP	4 999 036	0	0	19 443 109 122	29 679 477 151	0	0	0	6 947 975	9 986 850	0	49 144 520 134
	AE	4 999 036	0	0	19 443 109 122	43 071 650 849	0	0	0	6 947 975	9 986 850	0	62 536 693 832
57 Ministère de la Famille et des Solidarités	AE	952 242 481	0	0	57 691 590 053	0	0	0	0	0	88 359 408 674	0	147 003 241 208
	CP	952 242 481	0	0	44 541 590 053	0	0	0	0	0	85 859 408 674	0	131 353 241 208
59 Ministère de la Formation Professionnelle	CP	0	0	0	11 033 619 451	0	0	0	2 793 053 755	99 848 548 257	47 787 083	0	113 723 008 546
	AE	0	0	0	11 033 619 451	0	0	0	2 793 053 755	172 871 135 067	47 787 083	0	186 745 595 356
60 Charges non Réparties	AE	637 231 351 249	0	0	364 281 660 493	0	26 158 065 798	0	0	2 300 000 000	2 695 307 790	0	1 032 666 385 330
	CP	152 526 978 519	0	0	80 281 660 493	0	26 158 065 798	0	0	2 300 000 000	2 695 307 790	0	263 962 012 600
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	14 063 924 804	0	0	21 044 704 272	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	36 448 629 076
	AE	14 063 924 804	0	0	21 044 704 272	0	0	0	1 340 000 000	0	0	0	36 448 629 076
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique	CP	0	0	0	42 826 655 476	0	0	0	13 892 115 421	0	0	0	56 718 770 897
	AE	0	0	0	44 263 534 129	0	0	0	13 892 115 421	0	0	0	58 155 649 550

En FCFA

ANNEXE IX MODIFIEE : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

En FCFA

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

PREMIERE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2025

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification fonctionnelle		Classification Economique - Catégorie de dépense										
Division	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	1 057 083 000 000	140 398 201 988	274 247 107 598	156 450 874 348	161 038 598 715	161 038 598 715	408 431 999 322	66 266 359 842	182 892 474 975	63 154 024 822	2 224 091 382 598	1 644 391 059 715
02 DEFENSE	0	224 259 465 477	55 080 122 253	51 310 122 253	12 986 000 000	12 986 000 000	27 363 426 694	25 919 326 694	15 877 300 000	4 052 300 000	335 566 314 424	318 527 214 424
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	152 320 033 567	31 127 293 103	31 127 293 103	46 216 094 036	46 216 094 036	153 515 442 803	44 021 321 272	5 904 752 000	5 904 752 000	389 083 615 509	279 589 493 978
04 AFFAIRES ÉCONOMIQUES	0	29 536 888 451	15 526 779 021	15 526 779 021	672 881 830 031	668 881 830 031	1 660 112 794 051	809 949 067 028	821 467 176 664	344 793 565 688	3 199 525 468 218	1 868 688 130 219
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	7 022 737 096	6 443 920 141	6 443 920 141	52 979 000 000	52 979 000 000	172 795 714 468	128 809 489 064	81 201 792 675	63 663 571 214	320 443 164 380	258 918 717 515
06 LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	2 432 441 000	3 309 437 856	3 309 437 856	49 481 973 407	49 481 973 407	88 985 271 680	63 516 609 901	27 567 697 065	18 203 667 322	171 776 821 008	136 944 129 486
07 SANTE	0	72 912 717 113	32 308 124 332	32 308 124 332	58 800 841 239	58 800 841 239	140 743 743 146	109 009 410 797	11 359 000 000	7 338 499 485	316 124 425 830	280 369 592 966
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTÉ	0	4 769 986 401	15 892 869 023	15 892 869 023	27 478 036 225	27 478 036 225	35 934 680 883	25 042 813 778	6 033 000 000	5 533 000 000	90 108 572 532	78 716 705 428
09 ENSEIGNEMENT	0	844 261 437 717	97 812 955 689	97 812 955 689	338 513 888 525	338 513 888 525	441 669 709 558	89 958 301 217	29 605 406 469	15 170 868 337	1 751 863 397 958	1 385 717 451 485
10 PROTECTION SOCIALE	0	7 621 091 190	5 574 641 125	5 574 641 125	53 946 720 931	53 946 720 931	41 803 051 538	41 803 051 538	6 510 000 000	4 010 000 000	115 455 504 784	112 955 504 784
Totaux	1 057 083 000 000	1 485 535 000 000	537 323 250 141	415 757 016 891	1 474 322 983 109	1 470 322 983 109	3 171 355 834 143	1 404 295 751 132	1 188 418 599 848	531 824 248 868	8 914 038 667 241	6 364 818 000 000